

AUDIT SÉCURITÉ INCENDIE



GRAND SÉMINAIRE
STRASBOURG

GRAND SÉMINAIRE STRASBOURG

SGCD67-SAIA-24-008

Site : **Grand Séminaire**

Adresse : 2 rue des Frères – 67000 STRASBOURG

Édition du : 11 juillet 2025

Indice : B

N° affaire : D20240917-1190

Nb pages : 56

Indice	Date	Modification(s)
A	28/05/2025	Première édition
B	11/07/2025	Mise à jour suite à la réunion du 9 juillet 2025.



AMO2I

SARL au capital de 5.000 € - 918 898 727 R.C.S STRASBOURG - SIRET 918 898 727 000 14 - APE 7790B

3 rue des Violettes – Pfettisheim – 67370 Truchtersheim – Tél. : 06 85 92 70 08

Email : denis.mittelheisser@amo2i.fr

N° TVA Intracommunautaire : FR 37 918 898 727

MAITRE D'OUVRAGE

PREFECTURE DU BAS-RHIN
SERVICE GENERAL COMMUN DEPARTEMENTAL
Service des Affaires Immobilières et de l'Accueil
5 Place de la République
67073 Strasbourg

AUDITEUR

Investigations sur site le 16
avril 2025 :

Denis MITTELHEISSER

Spécialiste en sécurité incendie

Titulaire du Brevet de Prévention (PRV2)

06 85 92 70 08 / denis.mittelheisser@amo2i.fr

SOMMAIRE

1. OBJET DE LA MISSION	4
2. DESCRIPTION SOMMAIRE DE L'ÉTABLISSEMENT	5
3. CLASSEMENT ACTUEL DE L'ÉTABLISSEMENT	8
3.1 CLASSEMENT ERP PAR LA COMMISSION DE SECURITE	8
3.2 CLASSEMENT PAR AMO2I	8
3.3 CLASSEMENT MONUMENT HISTORIQUE – PROTECTION DU PATRIMOINE	10
3.4 TEXTES APPLICABLES	10
3.5 MOTIFS AYANT CONDUIT A L'AVIS DEFAVORABLE A L'EXPLOITATION	11
4. EXAMEN DES RAPPORTS DE VERIFICATION REGLEMENTAIRES	12
5. AUDIT SÉCURITÉ INCENDIE	13
5.1 PREAMBULE	13
5.2 CHAPITRE 1 : HISTORIQUE	14
5.3 CHAPITRE 2 : CLASSEMENT SELON LA REGLEMENTATION	16
5.4 CHAPITRE 3 : CONFORMITE AU REGARD DE L'ARRETE DU 31 JANVIER 1986	21
5.4.1 GENERALITES ET CLASSEMENT	21
5.4.2 STRUCTURES	22
5.4.3 ENVELOPPE	23
5.4.4 ISOLATION PAR L'INTERIEUR	25
5.4.5 DEGAGEMENTS	25
5.4.6 CIRCULATIONS	27
5.4.7 CONDUITS ET GAINES	28
5.4.8 GAINES ET CONDUITES MONTANTES DE GAZ	29
5.4.9 AUTRES GAINES	29
5.4.10 LOGEMENTS-FOYERS	30
5.4.11 PARC DE STATIONNEMENT	31
5.4.12 DISPOSITIONS DIVERSES	31
5.5 CHAPITRE 4 – ÉVALUATION DES MESURES DE MISE EN SECURITE SELON LA CIRCULAIRE MINISTERIELLE DU 13 DECEMBRE 1982	33
5.5.1 INTRODUCTION (CIRCULAIRE)	33
5.5.2 PREAMBULE :	33
5.5.3 TRAVAUX A PREVOIR	34
5.6 CHAPITRE 5.1 – ANALYSE DES LOCAUX RECEVANT DU PUBLIC	37
5.6.1 DISPOSITIONS GENERALES	37
5.6.2 GENERALITES	38
5.6.3 CONSTRUCTION, DEGAGEMENTS ET GAINES	39
5.6.4 AMENAGEMENTS INTERIEURS	41
5.6.5 DESENFUMAGE	41
5.6.6 CUISINE	42
5.6.7 CHAUFFAGE ET VENTILATION	43
5.6.8 INSTALLATIONS ELECTRIQUES, ECLAIRAGE	43
5.6.9 ASCENSEURS	44
5.6.10 MOYENS DE SECOURS	45
5.7 CHAPITRE 5.2 – ANALYSE DES LOCAUX SOUMIS AU CODE DU TRAVAIL	46
5.7.1 DISPOSITIONS GENERALES	46
5.7.2 DEGAGEMENTS	46
5.7.3 CHAUFFAGE DES LOCAUX	47
5.7.4 EMPLOI ET STOCKAGE DE MATIERES EXPLOSIVES ET INFLAMMABLES	47
5.7.5 MOYENS D'EXTINCTION	48
5.7.6 SYSTEME D'ALARME	48
5.7.7 CONSIGNES DE SECURITE INCENDIE	48
5.7.8 PREVENTION DES EXPLOSIONS	49
5.7.9 DISPENSES PARTIELLES ACCORDEES PAR L'AUTORITE ADMINISTRATIVE	49
5.8 CHAPITRE 6 – ANALYSE DE LA CHAUFFERIE	50
5.8.1 CONFORMITE DE LA CHAUFFERIE : LOCAL	50
5.8.2 CONFORMITE DE L'ALIMENTATION EN GAZ	51
6. INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	52
7. OBSERVATIONS SUPPLEMENTAIRES	53
8. SYNTHESE	55

1. OBJET DE LA MISSION

Le Grand Séminaire de Strasbourg actuellement classée « Établissement Recevant du Public » de types L – N – V en 3ème catégorie, avec un effectif admissible de 577 personnes, dont 573 au titre du public. L'établissement, propriétaire des lieux, souhaite, d'une part, réaliser un audit de sécurité incendie, aux fins de disposer d'un relevé exhaustif des non-conformités aux dispositions réglementaires et des travaux à entreprendre pour mettre le bâtiment en sécurité.

D'autre part, de préciser les activités du Grand Séminaire, afin de revenir à un classement approprié.

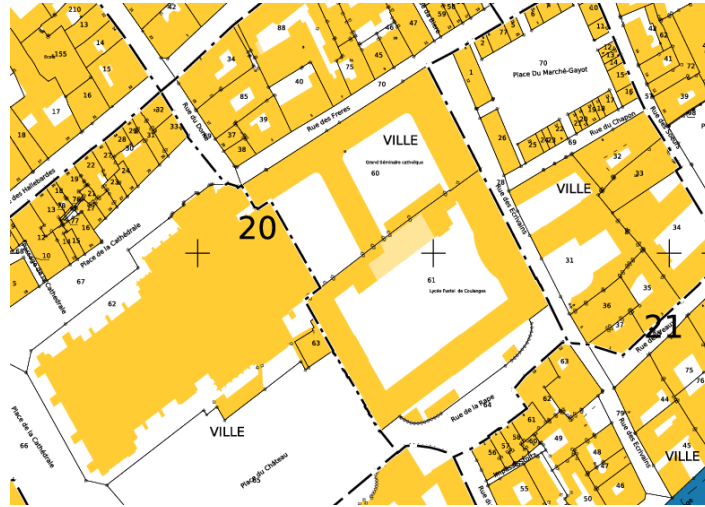
La mission confiée à AMO2I consiste à effectuer un audit de la sécurité incendie en vue de la levée de l'avis défavorable à l'exploitation et du reclassement de l'établissement en s'appuyant sur :

- Un examen des documents administratifs ;
- Des investigations sur site ;
- Un examen exhaustif des dispositions réglementaires en sécurité incendie (desserte, construction, dégagements, aménagements, installations techniques, moyens de secours...) ;
- L'étude des solutions techniques permettant de répondre aux désordres constatés ;
- La rédaction d'un rapport détaillé et illustré (présent rapport)

Cette mission ne comprend pas de démontage des installations ni d'essais de fonctionnement.

2. DESCRIPTION SOMMAIRE DE L'ÉTABLISSEMENT

L'établissement est situé rue des Frères à Strasbourg, parcelle cadastrale 0060, section 20, feuille 000 20 02 :



L'établissement comporte 4 étages sur rez-de-chaussée, des combles et un sous-sol.

Au rez-de-chaussée :

- Bureaux
- Salle de replis
- Sanitaires
- Salles de réunion
- Chapelle

A l'entresol :

- Un Oratoire
- Une chapelle
- 2 logements de fonction
- Une buanderie
- 4 chambres
- Un espace de travail pour les directeurs du centre
- Salon, cuisine et salle à manger pour les étudiants

Au premier étage :

- 1 chambre
- 1 logement de fonction
- Sanitaires
- Des locaux communs
- Des bureaux et un accueil accessible au public
- Grande bibliothèque avec mezzanine au R+2

Au deuxième étage :

- Salle de formation / salle de thèses
- Mezzanine de la Grande bibliothèque
- 7 chambres
- 1 logement de fonction
- Bureaux et locaux annexes de l'administration
- Sanitaires

Au troisième étage :

- Bureaux et locaux annexes
- Logement de fonction
- 15 chambres
- Cuisine à usage des séminaristes
- Sanitaires

Au quatrième étage :

- 33 chambres
- 1 logement de fonction
- Sanitaires

Les combles :

- Combles non aménagés

Sous-sol :

- Local sous-station et chauffage au gaz
- Locaux de stockage
- Locaux inutilisés.

Le Grand Séminaire de Strasbourg est un établissement d'enseignement destiné à la formation des futurs prêtres. Ces séminaristes sont formés à la faculté de théologie de Strasbourg et suivent également des cours au Grand Séminaire.

Ils sont logés sur place et les repas sont également pris en ces locaux.

La chapelle située au rez-de-chaussée du Grand Séminaire de Strasbourg accueille des visiteurs à chaque Office religieux (plusieurs fois par jour).

Enfin, sur réservation préalable, des visiteurs peuvent être accueillis à la bibliothèque, pour une visite ou pour la consultation des ouvrages.

En synthèse, l'établissement comprend :

- Des chambres et leurs locaux annexes dédiés à l'exploitation (cuisine, salle de détente, buanderie, caves) ;
- Deux grandes salles en rez-de-chaussée, à usage exclusif des séminaristes et du personnel du Grand Séminaire (non accessibles au public) ;
- Une chapelle ouverte au public ;
- Un accueil situé au R+1, librement accessible au public, relevant à ce titre du régime des Établissements Recevant du Public (ERP) ;
- Une bibliothèque accessible au public uniquement sur rendez-vous ainsi que des locaux de stockage en sous-sol affectés à cette bibliothèque.
- Des bureaux de l'administration et services connexes

Cette configuration implique une mixité d'usage entre locaux d'hébergement, d'activités privées et des espaces relevant du régime ERP, nécessitant une analyse spécifique des conditions d'accès, des flux et des mesures de sécurité applicables.

Sur l'aspect technique :

Accessibilité et configuration générale :

- Le bâtiment est accessible aux services de secours par deux voies :
 - la rue des Frères, voie de 6 mètres de largeur,
 - la rue des Écrivains, voie de 6 mètres de largeur.
- Le plancher bas du dernier niveau (R+4) est situé à une hauteur supérieure à 8 mètres par rapport au niveau d'accès des secours,
- L'immeuble se compose d'un rez-de-chaussée, d'un entresol, de trois étages, d'un sous-sol et de combles non aménagés.

Structure et stabilité au feu :

- L'ossature est constituée de murs en maçonnerie traditionnelle (pierres), et de planchers mixtes en bois avec remplissage et doublage en plâtre.
- La stabilité au feu des planchers est estimée entre 30 et 60 minutes, selon les niveaux et les matériaux apparents.
- À l'intérieur du bâtiment, les portes existantes présentent une résistance au feu de type pare-flamme estimée entre 15 et 30 minutes.
- Les escaliers ne sont pas tous encloués réglementairement

Risques de propagation et mitoyenneté :

- Le bâtiment est contigu à la Cathédrale, ce qui constitue un risque notable de propagation incendie par les parois mitoyennes.

Installations électriques :

- Le contrôle réglementaire des installations électriques a été réalisé le 23/11/2024 par l'organisme agréé *Qualiconsult*. Le rapport de vérification comporte six observations, dont certaines peuvent entraîner un risque de choc électrique par contact indirect pour les occupants ou le personnel.
- L'installation électrique est globalement vétuste (tableaux de répartition, prises, câblage, luminaires, blocs autonomes d'éclairage de sécurité...).
- De nombreuses multiprises ont été constatées, augmentant significativement le risque de surcharge et d'échauffement des circuits.

Chauffage :

- Le chauffage est assuré par une chaudière à gaz située en chaufferie au sous-sol, avec une distribution par radiateurs en acier ou en fonte.

Sécurité incendie :

- Les cages d'escalier sont équipées de dispositifs de désenfumage.
- Les moyens de première intervention comprennent des extincteurs portatifs à eau pulvérisée avec additif, adaptés aux risques électriques.
- Le bâtiment est équipé d'un Système de Sécurité Incendie (SSI) de catégorie A, comprenant un équipement d'alarme de type 1 avec diffuseurs sonores répartis dans l'ensemble des volumes. Aucun diffuseur lumineux n'est installé dans les sanitaires,
- Des plans d'évacuation sont affichés dans les circulations principales.
- Des plans d'intervention sont installés à proximité immédiate des accès du bâtiment.

3. CLASSEMENT ACTUEL DE L'ÉTABLISSEMENT

3.1 CLASSEMENT ERP PAR LA COMMISSION DE SECURITE

L'établissement est, actuellement classé :

Établissement Recevant du Public

Types : L – N – V – S

Catégorie : 3ème

Effectif admissible : 577 personnes, dont quatre personnes au titre du personnel.

3.2 CLASSEMENT PAR AMO21

1. Description synthétique des locaux par usage

L'établissement comprend les espaces suivants :

Localisation	Nature des locaux	Usage	Accès au public	Régime applicable
Étages	Chambres, cuisine, salle de détente, buanderie, caves	Hébergement / vie courante	Réservé aux résidents	Habitation (logement-foyer)
Étages	Bureaux – salles de réunions	Administratif	Non	Code du travail
Rez-de-chaussée	Deux grandes salles (réunions / formations internes)	Activité interne (séminaristes / personnel)	Non accessibles au public	Hors champ ERP
Rez-de-chaussée	Chapelle	Culte	Ouverte au public	ERP – type V
R+1	Accueil principal	Réception / orientation	Libre accès	ERP – type W
R+1	Bibliothèque	Consultation	Non, accès sur rendez-vous uniquement	ERP – type S (activité sur rendez-vous)
Sous-sol	Stockage bibliothèque	Archives / logistique	Non accessible au public	ERP – Locaux à risques

2. Proposition de classement réglementaire

Classement principal :

- Habitation de 3e famille B « logements-foyers » au sens de l'arrêté du 31 janvier 1986, pour la partie hébergement.

ERP associé :

- ERP de 5e catégorie, comportant :
 - des locaux de type V (culte – chapelle),
 - de type W (accueil),
 - et de type S (bibliothèque sur rendez-vous),

Commentaires :

- Les salles du rez-de-chaussée, à usage strictement interne, ne sont pas considérées comme des ERP, en l'absence d'accès libre au public.
- La bibliothèque étant ouverte uniquement sur rendez-vous, l'activité reste compatible avec une gestion en ERP de 5e catégorie avec faible effectif.
- Les locaux techniques et de stockage, non accessibles au public, sont du périmètre ERP (locaux de stockage au sous-sol).

3. Impacts réglementaires

- Obligation de mise en conformité des zones ERP (chapelle, accueil, bibliothèque) vis-à-vis de l'arrêté du 25 juin 1980 (dispositions générales et types concernés).
- Nécessité de garantir la séparation effective entre les zones d'habitation et les espaces ouverts au public (cloisons CF, sas, etc.).
- Présence de locaux accessibles au public dans un bâtiment d'habitation justifiant la mise en œuvre de mesures spécifiques de sécurité

Concernant la partie habitation :

Application de la circulaire du 13 décembre 1982 au regard de l'arrêté du 31 janvier 1986

1. Contexte historique

La circulaire du 13 décembre 1982 a été émise pour fixer les premières grandes lignes de la mise en sécurité incendie des bâtiments d'habitation existants, en particulier dans les cas :

- de modification ou changement d'usage,
- d'amélioration de la sécurité dans des immeubles anciens non soumis à la réglementation de construction moderne.

Elle introduisait notamment des principes de gestion du risque par compartimentage, évacuation et désenfumage, en s'appuyant sur une approche pragmatique et proportionnée au risque, notamment pour les bâtiments existants de grande hauteur ou à forte occupation.

2. Entrée en vigueur de l'arrêté du 31 janvier 1986

L'arrêté du 31 janvier 1986 est venu remplacer et formaliser les préconisations techniques de la circulaire de 1982, en leur donnant une valeur réglementaire, avec des exigences :

- classées par familles d'habitation (1re à 4e) selon la hauteur et le nombre de logements ;
- concernant les parois coupe-feu, les dégagements, l'évacuation, les portes, les matériaux, le désenfumage, les installations électriques, etc.

Il s'applique à toute construction neuve, transformation importante, ou changement de destination en habitation, à partir de sa date d'entrée en vigueur.

3. Lien entre les deux textes dans le cadre des bâtiments existants

La circulaire de 1982 reste un texte d'accompagnement, non abrogé, à usage interprétatif, notamment pour :

- l'appréciation cas par cas dans les bâtiments existants non soumis à l'arrêté de 1986 ;
- les dossiers de mise en sécurité dans le cadre d'une instruction par la commission de sécurité ;
- les situations où l'arrêté de 1986 n'est pas strictement applicable, mais où une amélioration est requise.
- En revanche, lorsqu'un bâtiment existant subit une transformation soumise à autorisation, l'arrêté de 1986 s'applique aux parties modifiées.

4. Cas d'application pratique dans un rapport de sécurité

Dans un bâtiment d'habitation existant :

L'arrêté du 31 janvier 1986 s'applique :

- aux travaux neufs ou modifications importantes (création de trémies, rénovation des circulations, installation de locaux recevant du public) ;
- à la classification du bâtiment par famille, en fonction de la hauteur d'évacuation ;

La circulaire de 1982 peut être utilisée pour :

- appuyer une demande de dérogation ou justification d'alternative technique équivalente (par exemple : mesures organisationnelles ou compensatoires en l'absence de désenfumage conforme) ;
- orienter la doctrine locale de la commission de sécurité, notamment en zone urbaine dense, en cas de bâtiment ancien non transformé.

5. Conclusion

- La circulaire de 1982 conserve une valeur d'interprétation et de doctrine, en particulier pour la mise en sécurité des bâtiments anciens hors champ stricts du décret de 1986.
- L'arrêté de 1986 est la référence réglementaire opposable pour tout bâtiment neuf ou transformé après son entrée en vigueur.
- Dans les rapports de sécurité, il est courant de faire coexister les deux références, notamment pour proposer une mise en sécurité adaptée au contexte, en particulier lorsque le classement d'habitation est maintenu, mais que des usages mixtes ou des zones ERP sont intégrés.

3.3 CLASSEMENT MONUMENT HISTORIQUE – PROTECTION DU PATRIMOINE

Date de construction de 1968 à 1770

Selon l'atlas des patrimoines :

- Le bâtiment n'est pas un immeuble classé ou inscrit
- Le bâtiment est en site patrimonial remarquable (AC4)
- Le bâtiment est protégé au titre des abords de monuments historiques (AC1)
- La fontaine située dans l'une des cours du Grand Séminaire est classée aux monuments historiques sous la référence **IRJI1K** depuis le 26 Avril 1939

3.4 TEXTES APPLICABLES

- Code de la Construction et de l'Habitation
- Code du travail
- Arrêté du 31 janvier 1986 relatif à la protection contre l'incendie des bâtiments d'habitation
- Circulaire du 13 décembre 1982 relative à la sécurité des personnes en cas de travaux de réhabilitation ou d'amélioration des bâtiments d'habitation existants
- Arrêté du 25 juin 1980 modifié, dispositions générales applicables aux E.R.P. du premier groupe
- Arrêté du 21 avril 1983 modifié, dispositions particulières applicables aux E.R.P. de type V
- Arrêté du 12 juin 1995 modifié, dispositions particulières applicables aux E.R.P. de type S
- Arrêté Préfectoral du Bas-Rhin, du 15 février 2017 portant approbation du règlement départemental de la défense extérieure contre l'incendie
- Arrêté du 23 juin 1978 relatif aux installations fixes destinées au chauffage et à l'alimentation en eau chaude sanitaire des bâtiments d'habitation, de bureaux ou recevant du public
- Arrêté du 2 août 1977 modifié relatif aux règles techniques et de sécurité, applicables aux installations de gaz combustible et d'hydrocarbures liquéfiés situées à l'intérieur des bâtiments d'habitation ou de leurs dépendances
- Arrêté du 23 février 2018 relatif aux règles techniques et de sécurité applicable aux installations de gaz combustible des bâtiments d'habitation individuelle ou collective, y compris les parties communes

3.5 MOTIFS AYANT CONDUIT A L'AVIS DEFAVORABLE A L'EXPLOITATION

PV SIS 67 – VB – D2025-001198-E-482678C0102981 DU 18/03/2025

Prescriptions maintenues

1. Respecter l'ensemble des dispositions contenues dans le rapport de sécurité du bureau SOCOTEC daté du 27 mai 1998 et dans le dossier de mise en sécurité établi par le maître d'ouvrage du 30 juin 1998.
2. Supprimer tout stockage dans les dégagements.
3. Le compteur à gaz devra se trouver en dehors d'un local accessible au public, de plus, le compteur devra être installé dans un local ventilé. (GZ 17)
4. Les constructeurs, propriétaires et exploitants des établissements recevant du public sont tenus, tant au moment de la construction qu'au cours de l'exploitation, de respecter les mesures de prévention et de sauvegarde propres à assurer la sécurité des personnes; ces mesures sont déterminées compte tenu de la nature de l'exploitation, des dimensions des locaux, de leur mode de construction, du nombre de personnes pouvant y être admises et de leur aptitude à se soustraire aux effets d'un incendie. (R143-3 du CCH)
5. Les travaux qui conduisent à la création, l'aménagement ou la modification d'un établissement recevant du public ne peuvent être exécutés qu'après autorisation délivrée par l'autorité administrative, qui vérifie leur conformité aux règles d'accessibilité prévues à l'article L. 161-1 et, lorsque l'effectif du public et la nature de l'établissement le justifient, leur conformité aux règles de sécurité contre l'incendie prévues aux articles L. 141-2 et L. 143-2. (L 122-3 CCH)
6. Transmettre à la Commission de Sécurité compétente, sous couvert du Maire, un plan directeur de sécurité accompagné d'un échéancier de réalisation, dans le but d'améliorer et de maintenir à un niveau de sécurité acceptable, la sauvegarde des occupants dans cet établissement existant. (R 143-41 du CCH - GE 7)
7. Justifier précisément l'utilisation des locaux afin d'ajuster le classement de l'établissement. (R143-18 du CCH)
8. Isoler règlementairement la partie hébergement du reste de l'ERP. (CO 7, CO 9)
9. Isoler les locaux à risques moyens (buanderie, stockage, etc.) par des murs et planchers hauts CF 1 heures et bloc-portes CF 1/2h et équipé de ferme-porte. (CO28)
10. S'assurer de l'isolement entre la cathédrale et le grand séminaire. (CO7)
11. S'assurer que la structure de la salle de sport aménagée au RDC est SF1h et dispose de plancher haut CF1h. (CO 12)
12. Restituer le cloisonnement CF1h entre la salle de sport et la circulation du RDC. (CO 24)
13. S'assurer du recoupement des combles en cellules d'une surface maximale de 300 m², la plus grande dimension n'excédant pas 30 mètres, par un mur coupe-feu de degré 1 heure. Les baies de franchissement seront équipées de blocs portes coupe-feu de degré 1/2 heure et équipés de ferme porte. (CO 26)
14. Proscrire le calage des portes munies de ferme-porte afin de garantir leur fermeture complète (CO 28) ;
15. Calfeutrer et assurer un isolement CF1h de l'ancienne gaine du monte-charge au niveau de l'entresol de l'escalier A afin d'éviter tout effet cheminée en cas de sinistre. (CO 28)
16. Remédier au dysfonctionnement de la porte automatique et justifier de son ouverture complète en l'absence de l'alimentation électrique. (CO 48)
17. Installer une DAI supplémentaire dans le 2ème local lingerie situé au niveau entresol et dans la circulation de l'entresol côté chapelle. (R143-13 du CCH)
18. Supprimer les culs-de-sac supérieurs à 10m dans les circulations desservant les chambres des séminaristes. (CO 35)
19. Assurer l'enclotement de l'escalier D au RDC par une porte PF1/2h munie d'un ferme-porte a proximité de la salle de sport aménagée par l'intendant. (CO 53)
20. Supprimer les locaux annexes se trouvant dans les escaliers. (CO 53§4)
21. Proscrire la présence de tableaux électriques dans les cages d'escaliers. (EL 5)

Nouvelle prescription

22. Lever les observations contenues dans le rapport de vérification triennale du SSI réalisé par Qualiconsult (MS73).

4. EXAMEN DES RAPPORTS DE VÉRIFICATION RÉGLEMENTAIRES

Dans ce chapitre, il ne sera examiné que les rapports de vérification réglementaires dans le domaine de la sécurité incendie.

Sont exclus les vérifications et opérations de maintenance à la charge du maître d'ouvrage et portant sur :

- L'amiante
- L'air intérieur
- Eau chaude sanitaire et légionelles

Les obligations dans le domaine de la sécurité incendie concernent :

Domaine	Nature	Périodicité
Ascenseur et monte-charge	Rapport quinquennal par un organisme agréé Vérification annuelle par technicien compétent	27/06/2024
Grande cuisine	Vérification annuelle des appareils de cuisson et ramonage des conduits d'évacuation (registre de sécurité)	Sans objet
Désenfumage	Vérification des installations de désenfumage par un technicien compétent (registre de sécurité)	1 an
Électricité	Vérification annuelle des installations électriques RVRE pour les parties accessibles au public	23/11/2024
Électricité	Vérification annuelle des installations électriques par un technicien compétent ou organisme agréé	23/11/2024
Chaufferie	Vérification annuelle des installations de chauffage par un technicien compétent ou organisme agréé	26/06/2024
	Ramonage des conduits d'évacuation (registre de sécurité)	27/11/2024
Moyens de secours	Vérification annuelle des extincteurs par un technicien compétent (registre de sécurité)	15/11/2024
Système de sécurité incendie	Essai de fonctionnement des détecteurs, DAS, etc par un technicien compétent (registre de sécurité ou rapport)	25/10/2024
Système de sécurité incendie	Vérification triennale par un organisme agréé (RVRE)	3 ans

Examen du registre de sécurité :

- Le registre de sécurité qui nous a été présenté comporte les documents de vérification réglementaires, les rapports de la Commission de Sécurité, les courriers échangés avec l'Autorité...

Examen du Dossier d'identité du Système de sécurité incendie :

- Absent.

5. AUDIT SÉCURITÉ INCENDIE

5.1 PREAMBULE

Le présent audit de sécurité incendie a pour objectif d'évaluer la conformité réglementaire et les conditions de mise en sécurité de l'établissement, en tenant compte de la diversité des usages (habitation de type logement-foyer, locaux recevant du public, locaux soumis au Code du travail).

L'analyse est structurée en six chapitres, permettant de croiser les différents cadres réglementaires applicables et de proposer une lecture cohérente de la situation actuelle et des travaux potentiels à engager.

Chapitre 1 – Historique des classements administratifs de l'établissement

Ce chapitre retrace les décisions administratives successives (classements communiqués par la préfecture, les services d'incendie et de secours, ou les exploitants), ainsi que les éventuelles divergences constatées lors des contrôles techniques ou des visites de la commission de sécurité.

Chapitre 2 – Classement réglementaire proposé au regard des textes en vigueur

Ce chapitre définit le classement réglementaire de l'établissement selon la réglementation applicable, en distinguant les parties relevant :

- de l'habitation (selon l'arrêté du 31 janvier 1986),
- des ERP (conformément à l'arrêté du 25 juin 1980),
- et des locaux de travail (régis par le Code du travail).

Ce classement s'appuie sur l'analyse des affectations réelles, des accès au public et de la nature des activités exercées.

Chapitre 3 – Conformité réglementaire au regard de l'arrêté du 31 janvier 1986

Ce chapitre traite des locaux à usage d'habitation de type logement-foyer. Il permet de déterminer le classement du bâtiment par famille, d'évaluer les dispositions constructives, les dégagements, les moyens de secours, ainsi que les installations techniques au regard des exigences de l'arrêté du 31 janvier 1986.

Chapitre 4 – Évaluation des mesures de mise en sécurité selon la circulaire ministérielle du 13 décembre 1982

Dans le cas où le bâtiment est antérieur à l'entrée en vigueur de l'arrêté de 1986, ce chapitre examine les éventuelles prescriptions de sécurité à mettre en œuvre au titre de la circulaire de 1982. Celle-ci constitue une référence technique pour la mise à niveau de bâtiments existants, en cas de non-conformités structurelles ou de transformations limitées.

Chapitre 5 – Analyse des locaux recevant du public et des locaux soumis au Code du travail

Ce dernier chapitre porte sur les zones relevant :

- du régime des ERP, en application de l'arrêté du 25 juin 1980 (chapelle, accueil, bibliothèque) ;
- du Code du travail, pour les locaux à usage exclusivement professionnel (bureaux, zones de travail, locaux techniques).

Les obligations en matière de dégagements, de moyens de secours, d'éclairage de sécurité, de signalisation et de désenfumage sont analysées conformément aux textes applicables.

Cette structuration vise à permettre une approche globale et hiérarchisée des risques, en vue de formuler un plan de mise en sécurité adapté à la nature et aux usages de l'établissement.

Chapitre 6 – Analyse de la chaufferie

La chaufferie gaz actuellement en service est régie, en l'absence de travaux ou de modifications substantielles, par les dispositions de l'arrêté du 23 juin 1978 modifié et l'arrêté du 2 août 1977. Ce dernier reste applicable aux installations existantes tant qu'aucune intervention significative n'est réalisée sur la chaufferie (remplacement de générateurs, modification de la ventilation, réaménagement des volumes techniques, etc.).

Toutefois, dans le cas où des travaux de rénovation, d'extension, de remplacement d'équipements ou de modification de la configuration actuelle de la chaufferie seraient envisagés, l'installation devra alors être rendue conforme aux exigences de l'arrêté du 23 février 2018 relatif aux règles techniques et de sécurité, applicables aux installations de gaz combustibles dans les bâtiments d'habitation ou leurs dépendances.

Cette mise en conformité pourra notamment porter sur :

- La ventilation haute et basse réglementaire ;
- Les distances de sécurité entre les appareils et les parois ;
- Le dimensionnement et le positionnement des amenées d'air ;
- La conformité des conduits de fumées et des dispositifs d'évacuation ;
- La détection de fuite de gaz (si applicable) et les dispositifs de sécurité associés ;
- L'accessibilité et la signalisation des organes de coupure.

Il conviendra, dans ce cadre, de prévoir une étude technique préalable afin d'identifier les écarts éventuels entre la situation existante et les prescriptions de l'arrêté de 2018, en vue de définir les adaptations nécessaires.

5.2 CHAPITRE 1 : HISTORIQUE

1768 – 1770 :

Le bâtiment a été construit entre 1768 et 1770, aucune réglementation sur la sécurité incendie n'existait à cette époque, les premiers textes sont de 1954 (Décret n°54-856 du 13 août 1954).

En 1992/1997 :

L'établissement était classé en type R, N, L, W et V de la 5^{ème} catégorie avec un effectif de 200 personnes :

- Locaux d'hébergement des séminaristes pour une capacité de 68 chambres ;
- Locaux connexes et services communs ;
- Logements et chambres supérieurs des directeurs, de l'intendant, de sœurs et des chambres d'hôtes ;
- La fonction formation est limitée aux salles de réunion et aux bibliothèques de travail, l'enseignement ayant lieu dans des bâtiments de la Faculté de Théologie.

Reclassement de la Commission de sécurité :

Logement Foyer avec des locaux communs supérieurs à 50 m2 répondant à la réglementation des ERP de la 5^e catégorie (Arrêté du 31 janvier 1986 et article PE1).

Prescriptions :

- Respecter l'ensemble des dispositions contenues dans le rapport de sécurité du Bureau SOCOTEC daté du 27 mai 1998 et dans le dossier de mise en sécurité établi par le maître d'œuvre daté du 30 juin 1998, complétées et modifiées comme suit :
 - Mettre la cuisine en conformité ou fournir une attestation écrite du maître d'ouvrage dans laquelle il s'engage à couper les fluides (gaz) afin de ne plus avoir de puissance dans le local cité.
 - Supprimer tout stockage dans les dégagements.
 - Le compteur à gaz devra se trouver en dehors d'un local accessible au public, de plus, le compteur devra être installé dans un local ventilé (GZ 17).
 - Doter l'établissement d'extincteurs adaptés aux risques en nombre conséquent et tout particulièrement dans la grande bibliothèque.
- Fournir à la Commission de Sécurité une attestation de conformité de l'ensemble des installations électriques (PE 24) établie par un organisme agréé

Avis Favorable aux demandes d'atténuation sollicitées concernant :

- Le sens d'ouverture des portes, non conforme dans les différents niveaux (article PE 11 §2)
- l'absence de palier au droit de la sortie du cloître au rez-de-chaussée (article CO 50) avec pour mesure compensatoire le fait que ce type d'établissement est fréquenté par des chercheurs, des séminaristes pour lesquels ce lieu devient un véritable lieu de travail, cela sous-entend que ces personnes connaissent bien ces lieux. La commission prend acte des déclarations faites en séance par le demandeur quant au fait qu'il installera un système de détection-incendie dans ces lieux
- Aussi, la SCDSA émet également un AVIS FAVORABLE au dossier de mise en sécurité du Grand Séminaire tel que présenté.

03/01/2012 :

La CCDSA maintient le classement en ERP du 2^{ème} groupe, de 5^{ème} catégorie, de type PE avec une activité W et émet un avis favorable au permis de construire n°067.482.11.V.0163 ainsi qu'aux demandes de dérogation concernant le projet de réaménagement du Grand Séminaire.

PV SCDS du 05/10/2021 :

Classement avant la visite :

- Foyer logement avec des locaux communs d'une surface supérieure à 50 m2
- Types N, L, W et V
- Catégorie : 5^{ème} pour un effectif maximum de 200 personnes (PV du 20/10/1998)

Classement après la visite :

Observation du rapporteur (Cne ESCHBACH Cédric) : Le rapporteur précise qu'à partir de 200 personnes l'établissement est redevable d'un classement en 1^{er} groupe

- Classement modifié sur la base des éléments constatés lors de la visite.

Observation du rapporteur :

- Le groupe de visite a constaté que la partie logement-foyer n'est pas isolée de la partie ERP dans la mesure où les chambres se répartissent sur l'ensemble des niveaux de l'établissement. D'autre part, l'exploitant a informé disposer de 7 chambres d'hôtes pouvant accueillir des proches des séminaristes. Enfin, en l'absence de précisions quant à l'usage précis des locaux, il est proposé le classement suivant :
- Types L – N – V – S
- Catégorie : 3^{ème} pour 577 personnes dont 573 au titre du public

Courrier de la Préfète du Bas-Rhin daté du 5/01/2023 :

La préfecture du Bas-Rhin rappelle que SOCOTEC a été mandatée en 2022 en tant que contrôleur technique afin de rédiger un RVRMD. Une première version de ce rapport a été déposée en juillet, puis travaillée avec le SIS afin d'aboutir à un classement de l'établissement dans les catégories ERP pertinentes selon l'exploitation des zones étudiées.

Une réunion s'est tenue le 8/12/2022 en présence du SIS 67. À l'issue des échanges, il a été décidé d'isoler chacune des pièces afin de créer différents blocs de 5^{ème} catégorie, au sens de l'article GN3 de l'arrêté du 25/06/1980.

Ainsi, chacun des 9 locaux d'une surface > à 50 m2 sera considéré individuellement comme un ERP de la 5^{ème} catégorie. Les chambres d'hôtes passeront sous le régime de baux d'habitation à l'année et le reste du bâtiment sera classé en foyer logement habitation ou soumis au Code du travail.

PV SCDS du 09/07/2024 :

Le rapporteur (Cne ESCHBACH Cédric) ne modifie pas le classement malgré le courrier de la Préfète du Bas-Rhin cité ci-dessus précisant le classement en 5^e catégorie en accord avec le SIS 67.

Le rapporteur précise néanmoins la suppression des chambres d'hôtes à destination du public depuis 2023.

Les autorités administratives ont à plusieurs reprises classé l'établissement en tant que logement-foyer comportant des locaux recevant du public relevant de la 5^e catégorie. Ce classement a été confirmé tant par la Préfecture que par le Service d'Incendie et de Secours du Bas-Rhin. Toutefois, le rapporteur lors des deux dernières visites n'en a pas tenu compte, pas plus que le bureau de contrôle, lequel a retenu des hypothèses de classement erronées, en cumulant notamment les effectifs de salles non accessibles au public au sens de l'article R.143-2 du Code de la construction et de l'habitation.

5.3 CHAPITRE 2 : CLASSEMENT SELON LA RÉGLEMENTATION

L'établissement a pour vocation principale la formation et l'hébergement des séminaristes.

Il convient de préciser que ce bâtiment héberge exclusivement des personnes qui y sont domiciliées de manière permanente. À ce titre, il ne relève pas de la réglementation applicable aux établissements recevant du public, dès lors qu'il n'accueille pas de tiers extérieurs à titre habituel. En effet, seuls les locaux dans lesquels sont admises des personnes extérieures à l'exploitation, non domiciliées, sont considérés comme des ERP.

Article L111-1 du CCH : Définition d'un bâtiment d'habitation collectif : un bâtiment à usage principal d'habitation regroupant plus de deux logements partiellement ou totalement superposés.

R111-1 du CCH : Constituent des bâtiments d'habitation au sens du présent livre les bâtiments ou parties de bâtiment abritant un ou plusieurs logements, y compris les foyers, tels que les foyers de jeunes travailleurs...

Arrêté du 31 janvier 1986 relatif à la protection contre l'incendie des bâtiments d'habitation

Les dispositions réglementaires de l'arrêté du 31 janvier s'appliquent aux bâtiments d'habitation, y compris les logements-foyers dont le plancher bas du logement le plus haut est situé au plus à 50 mètres au-dessus du sol utilement accessible aux engins des services de secours et de lutte contre l'incendie.

Les habitations, dont le plancher bas du logement le plus haut est situé à vingt-huit mètres au plus au-dessus du sol utilement accessible aux engins des services de secours et de lutte contre l'incendie, sont de la :

Troisième famille A : habitations répondant à l'ensemble des prescriptions suivantes :

- Comporter au plus, sept étages sur rez-de-chaussée ;
- Comporter des circulations horizontales telles que la distance entre la porte palière de logement la plus éloignée et l'accès à l'escalier soit au plus égale à dix mètres ;
- Être implantées de telle sorte qu'au rez-de-chaussée les accès aux escaliers soient atteints par la voie échelles définies à l'article 4 ci-après.

Ou Troisième famille B : habitations ne satisfaisant pas à l'une des conditions précédentes.



La distance entre la porte palière de logement et l'accès à l'escalier est supérieure à 10 m : Le bâtiment est classé en 3^e famille B.

Les dispositions générales de l'arrêté du 31 janvier portent sur les logements.

Pour rappel, un logement est un local utilisé pour l'habitation, comportant au minimum :

- une ou plusieurs pièces principales destinées au séjour ou au sommeil ;
- des pièces de service (cuisine ou coin cuisine, salle d'eau, WC) ;
- un accès autonome (entrée indépendante) ;
- des équipements assurant l'habitabilité, la sécurité et la salubrité.

Or, les chambres des séminaires ne comportent pas de pièces de service, **on est donc dans la configuration des logements-foyer.**

Article 66 de l'arrêté du 31 janvier 1986 : Les bâtiments des logements-foyers sont constitués :




1° Par des locaux assujettis aux seules dispositions du présent arrêté et comprenant :

- des logements ;
- des unités de vie assimilées à des logements, l'unité de vie étant l'ensemble des chambres et locaux directement liés à l'hébergement sur un même niveau ;
- des parties communes, constituées par les dégagements (couloirs, coursives et escaliers) et par des locaux autres que ceux abritant les services collectifs ;
- des locaux de service tels que bagagerie, buanderie, lingerie, etc.

2° Par des services collectifs, tels que salles de réunions, salles de jeux, restaurants et leurs dégagements, considérés comme locaux recevant du public et seuls assujettis à la réglementation des établissements recevant du public.

Article 9 de l'arrêté du 31 janvier 1986 :

Les établissements recevant du public au sens de l'article R. 143-2 du code de la construction et de l'habitation auxquels sont assimilés les locaux collectifs résidentiels de plus de cinquante mètres carrés établis dans les bâtiments d'habitation collectifs doivent respecter les conditions fixées par le règlement de sécurité contre l'incendie des établissements recevant du public, pris en application de l'article R. 143-12 dudit code.

-  *Le Grand Séminaire comporte des logements, des parties communes, de locaux autres que ceux abritant les services collectifs, des locaux de service tels que bagagerie, buanderie, lingerie et des services collectifs, tels que salles de réunions, salle de jeux et détente, restaurants et leurs dégagements. Ces derniers sont assujettis à la réglementation des ERP.*
-  *A noter que les services collectifs mentionnés ci-dessus sont réservés à un usage interne par les locataires de l'établissement, il n'y a donc pas d'effectif à calculer et à cumuler.*
-  *En ce qui concerne les salles accessibles au public mentionné à l'article R 143-2 « constituent des établissements recevant du public tous bâtiments, locaux et enceintes dans lesquels des personnes sont admises, soit librement, soit moyennant une rétribution ou une participation quelconque, ou dans lesquels sont tenues des réunions ouvertes à tout venant ou sur invitation, payantes ou non » - donc un accès aux personnes étrangères à l'organisation, c'est l'arrêté du 25 juin 1980 qui est applicable (salle de culte du RdC – Salles...)*

Jurisprudence :

Réglementation applicable à la fonction hébergement des centres de formation professionnelle pour adultes (CCS du 5 mars 1998)

La fonction hébergement, en application du Code de la construction et de l'habitation, et en particulier des articles R111-2, R122-2 et R123-2 du Code de la construction et de l'habitation (CCH) peut relever de l'application de :

- l'arrêté relatif à la sécurité incendie dans les bâtiments d'habitation ;
- l'arrêté relatif à la sécurité incendie dans les immeubles de grande hauteur (IGH) ;
- le règlement de sécurité dans les établissements recevant du public (ERP).

S'agissant de l'hébergement de centres de formation professionnelle, lorsque celui-ci n'est pas assuré de manière « classique » dans un bâtiment d'habitation (IGH ou pas) et dans la mesure où cette activité répond à l'article R111-2 du CCH, il peut être fait référence à l'arrêté du 31 janvier 1986 et en particulier aux dispositions de son titre V relatif aux logements foyers. Dans le cas où le bâtiment destiné à l'hébergement comporterait des activités, telles qu'enseignement, restauration ou réunion, les conditions d'isolement entre habitation et ERP devraient être respectées. Lorsque cette fonction hébergement ne répond pas aux critères de l'habitation, il doit être fait référence au règlement de sécurité.

Dans ce cas, en application de l'article R123-20 du CCH, il convient de se rapprocher des dispositions particulières relatives aux ERP de type R comportant des internats.

-  *Les salles d'enseignement, de restauration ou de réunion doivent être isolées des autres locaux et dégagements selon les dispositions réglementaires applicables aux ERP de la 5^e catégorie.*

Chambres d'hôtes

Sans objet, aucune chambre d'hôte dans le bâtiment.

Loi n° 2010-238 du 9 mars 2010

La loi n° 2010-238 du 9 mars 2010 rend obligatoire l'installation de détecteurs de fumée dans les lieux d'habitation. Au plus tard le 8 mars 2015, tous les logements devront être équipés d'au moins un détecteur autonome avertisseur de fumée (DAAF).

-  *DAAF non constaté dans toutes les chambres*

Définition des locaux :

Voir plans ci-joints.

R+5 :

Désignation	Nb personnes	Logement Logement- Foyer	ERP > 50 m2 des logements foyers	Code du travail	ERP R 143-2
Combles		X			

R+4 :

Désignation	Nb personnes	Logement Logement- Foyer	ERP > 50 m2 des logements foyers	Code du travail	ERP R 143-2
33 Chambres	33	X			
Salle informatique 39 m2 (n°IV.A.12)		X			
Salle audio 18,70 m2 (IV.A.11)		X			
Bibliothèque de 38,98 m2 (IV.C.24)		X			
Logement de fonction (IV.C.25 à 28a)		X			

R+3 :

Désignation	Nb personnes	Logement Logement- Foyer	ERP > 50 m2 des logements foyers	Code du travail	ERP R 143-2
15 chambres	15	X			
Cuisine 20,61 m2 (III.B.20)		X			
Bureau III.C.25				X	
Logement de fonction (III.C.27 à 29a)		X			
Bureaux III.C.35 et D				X	

R+2 :

Désignation	Nb personnes	Logement Logement- Foyer	ERP > 50 m2 des logements foyers	Code du travail	ERP R 143-2
Salle de thèse 65,75 m2 (II.B.13)			X		
7 chambres	7	X			
Bureau II.C.25				X	
Logement de fonction (II.C.17 à 19a)		X			
Bureaux II.C.25 et D				X	

R+1 :

Désignation	Nb personnes	Logement Logement- Foyer	ERP > 50 m2 des logements foyers	Code du travail	ERP R 143-2
Grande bibliothèque 192,74 m2 (sur RV)	4				X
Salle Weber 116,38 m2 (IB7)			X	X	
Salle de lecture 60,11 m2 (IB06)			X		
Bureau IC16 et salle de réunion IC17				X	
Logement de fonction (IC18 à 20a)		X			
1 Chambre	1	X			
Bureaux IC21/266/27 – ID				X	
Zone d'accueil Services Diocésains	4				X

Entresol :

Désignation	Nb personnes	Logement Logement- Foyer	ERP > 50 m2 des logements foyers	Code du travail	ERP R 143-2
Logement de fonction EB 8/9 – IB12/10		X			
Buanderie / Laverie EC14/15		X			
Oratoire et Chapelle (surface cumulée de 89,4 m2) EC 16 et 17			X		
4 Chambres	4	X			
Détente et cuisine de 54,26 m2 cumulées (EC22 à 24)			X		
ED 28 et 29 de 53,34 m2 cumulées (ED28/29)			X		
Logement de fonction (ED 33à37)		X			

Rez-de-chaussée :

Désignation	Nb personnes	Logement Logement- Foyer	ERP > 50 m2 des logements foyers	Code du travail	ERP R 143-2
Chapelle de 207,69 m2 (RA03)	130				X
Salle de réunion de 179,18 m2 (RB06)			X	X	
Salle à manger de 172,19 m2 (RC14)			X	X	
Salle de repos, salle à manger de 133,06 m2 (RC17, 18, 24 , 28)			X		
Salle de sport/bibliothèque de 106,40 m2 (RD30)			X		
Atelier RD40, Poubelles RD41, Bureaux RB07/09				X	
Garages des logements RD42 à 45		X			

Sous-sol :

Désignation	Nb personnes	Logement Logement- Foyer	ERP > 50 m2 des logements foyers	Code du travail	ERP R 143-2
Caves, celliers SC18,12,11,10		X			
Chaufferie SB07 (Arrêté 78)				X	
Local électrique SA04				X	
Réserves livres de 239,64m2 (SA01 et 02)			X		

D'un point de vue réglementaire, l'établissement est classé en habitation de 3e famille B, de type Logement-Foyer, avec une activité relevant d'un ERP de 5e catégorie de type V et une activité relevant du type W (accueil au R+1).

Effectifs :

- capacité de couchage de 60 personnes dans les chambres
- Grande bibliothèque limitée à 4 personnes au titre du public
- Accueil Services Diocésains : 4 personnes au titre du public
- Chapelle : 130 places (1 pers/siège ou 1 pers/0,5ml de banc)

Soit un total de 138 personnes au titre du public.

Ce classement résulte directement de l'application des textes en vigueur, sans interprétation particulière. Toute proposition de classement différent constitue une interprétation et doit, à ce titre, être dûment justifiée conformément aux dispositions de l'article R.143-13 du Code de la construction et de l'habitation.

Par ailleurs, tout local ou toute salle utilisée à des fins autres que celles explicitement prévues dans le cadre de ce classement doit faire l'objet d'une demande d'autorisation spécifique, conformément à l'article GN 6 de l'arrêté du 25 juin 1980 modifié.

5.4 CHAPITRE 3 : CONFORMITE AU REGARD DE L'ARRETE DU 31 JANVIER 1986

Légende : "S" : Satisfaisant - "NS" : Non Satisfaisant - "SO" : Sans objet (non concerné) - "PM" : Pour Mémoire (généralités)

5.4.1 Généralités et Classement

Article	Désignation	Exigences réglementaires	S	NS	SO	PM
Généralités						
Art. 1	Généralités	Champ d'application : bâtiments d'habitation, y compris logements-foyers, dont le plancher bas du logement le plus haut ≤ 50 m au-dessus du sol accessible aux engins de secours.	X			
Art. 1	Généralités	Champ d'application : parcs de stationnement couverts annexes (>100 m²), conçus principalement pour les résidents des bâtiments visés.			X	
Art. 1	Généralités	Exclusion : parcs de stationnement >10 places utilisées <30 jours consécutifs par des non-résidents.			X	
Art. 2	Généralités	Classement réaction au feu des matériaux et éléments de construction : défini par arrêtés pris en application de l'article R.121-5 CCH.	X			

 *Bâtiment d'habitation de la 3eme famille, type logements-foyers, dont le plancher est à plus de 8m, mais à moins de 50m au-dessus du sol accessible aux engins de secours.*

Classement

Art. 3	Classement des bâtiments	3e famille : logement le plus haut à ≤ 28 m du sol accessible aux engins.	X			
Art. 3	Classement des bâtiments	3e famille A : ≤ 7 étages sur RDC, distances de circulation ≤ 10 m, accès par voie échelles (art. 4).			X	
Art. 3	Classement des bâtiments	3e famille B : ne remplit pas une condition de la famille A.	X			
Art. 3	Classement des bâtiments	3e famille B : accès escalier à < 50 m d'une voie engins (art. 4).	X			
Art. 3	Classement des bâtiments	3e famille B : le maire peut appliquer prescriptions 3e famille A si échelles adaptées.			X	
Art. 3	Classement des bâtiments	3e famille : colonnes sèches obligatoires si > 7 étages sur RDC (art. 98).			X	
Art. 3	Classement des bâtiments	Duplex/triplex : seul niveau bas compté si pièce principale et accès palière y sont présents.			X	
Art. 3	Classement des bâtiments	Quadruplex et + interdits en habitat collectif.			X	
Art. 4	Voies d'accès	Voie engins : largeur ≥ 3 m (hors stationnement), pente < 15 %, portance 130 kN.	X			
Art. 4	Voies d'accès	Voie engins : rayon intérieur min. 11 m, surlargeur S = 15/R si R < 50 m.	X			
Art. 4	Voies d'accès	Voie engins : hauteur libre ≥ 3,50 m (véhicule 3,30 m + marge).	X			
Art. 4	Voies d'accès	Voie échelles : longueur ≥ 10 m, largeur ≥ 4 m, pente ≤ 10 %, résistance 100 kN.	X			
Art. 4	Voies d'accès	Voie échelles non publique : raccord à voie engins obligatoire.			X	
Art. 4	Voies d'accès	Voie échelles parallèle : distance façade = 1 à 8 m (échelle 30 m), 1 à 6 m (24 m), 1 à 3 m (18 m).	X			
Art. 4	Voies d'accès	Voie échelles perpendiculaire : extrémité à < 1 m de la façade, longueur ≥ 10 m.			X	
Art. 4	Voies d'accès	Accessibilité 3e famille B : accès fenêtre ≤ 6 m (échelle 30 m), ≤ 2 m (24 m), = 0 m (18 m).	X			
Art. 4	Voies d'accès	Dépassement des distances admis si parcours d'accès sûr (balcon, terrasse, passerelle).			X	

 *Bâtiment d'habitation de la 3eme famille « B », type logements-foyers, dont le plancher est à plus de 8m, mais à moins de 50m au-dessus du sol accessible aux engins de secours.*

 *Bâtiment accessible par des voies engins et voies échelles du domaine public*



5.4.2 Structures

Article	Désignation	Exigences réglementaires	S	NS	SO	PM
---------	-------------	--------------------------	---	----	----	----

Structures

Art. 5	Éléments porteurs verticaux	Résistance au feu – 3e famille : R 60 min.
Art. 5	Éléments porteurs verticaux	Balcons, coursives, passerelles, circulations extérieures (fam. 2 à 4) : R 30 ou stabilité 30 min.
Art. 5	Éléments porteurs verticaux	Justification R 30 possible par calcul thermique selon NF EN1991-1-2 + annexe nationale.
Art. 5	Éléments porteurs verticaux	Exclusion : éléments de charpente des toitures non concernés.
Art. 6	Planchers	Planchers (hors intra-logement) – 3e famille : RE 60 ou CF 60.
Art. 6	Planchers	Exclusion : planchers au-dessus vide sanitaire non accessible.
Art. 6	Planchers	Exclusion : planchers hauts ou faux planchers du dernier niveau si enveloppe logements prolongés jusqu'à la couverture (art. 8).
Art. 6	Planchers	Coursives, passerelles, circulations à l'air libre – familles 2 à 4 : PF 30 ou RE 30.
Art. 6	Planchers	Justification RE 30 possible par calcul thermique selon NF EN1991-1-2 + annexe nationale.

X				
			X	
			X	
X				
	X			
		X		
		X		
		X		
		X		

P1 Degré coupe-feu des planchers



Analyse :	Les planchers sont en bois avec en sous-face du plâtre. Nous avons relevé à plusieurs endroits des dégradations ou des planchers en bois non protégés.
Risque(s) :	Effondrement d'une partie du plancher en cas d'incendie au-delà de 30 minutes environ, propagation rapide au droit des planchers à nus.
Prescription :	Il est nécessaire de procéder à des sondages et à une étude approfondie des planchers (par examens destructifs) afin de déterminer avec précision leur degré de résistance au feu. Ces investigations permettront de définir les mesures techniques appropriées ou, le cas échéant, de motiver une demande de dérogation. Dans tous les cas, le degré coupe-feu des planchers laissés à nu devra être rétabli dans les meilleurs délais, par la mise en œuvre d'une protection adaptée (plâtre projeté ou système équivalent).

5.4.3 Enveloppe

Article	Désignation	Exigences réglementaires	S	NS	SO	PM
---------	-------------	--------------------------	---	----	----	----

Enveloppe

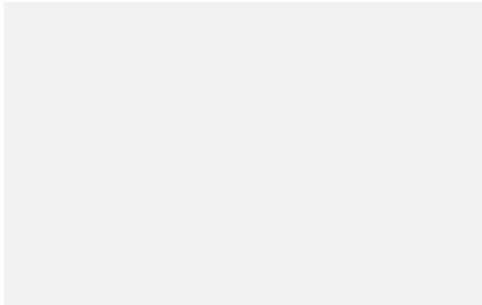
Art. 7	Recoupement vertical	Recoupement ≥ 45 m par mur CF : R 30 (1re), R 60 (2e), R 90 (3e-4e familles).	X			
Art. 7	Recoupement vertical	Ouvertures autorisées si blocs-portes CF : R 30 (1re-3e), R 60 (4e).	X			
Art. 8	Parois	Parois verticales d'enveloppe (hors façades) : CF 30 min (2e coll. et 3e).		X		
Art. 8	Parois	Blocs-portes palières : PF 15 min (2e coll. et 3e), PF 30 min (4e).	X			
Art. 9	ERP en habitat	Locaux > 50 m ² = ERP \rightarrow conforme règlement sécurité ERP (art. R.123-12 CCH).	Voir chapitre ERP			
Art. 10	Celliers ou caves	Parois CF 60 min (3e-4e) ; portes CF 30 min, ouvrant vers la sortie.		X		
Art. 10	Celliers ou caves	Accès : sur extérieur ou locaux reliés à l'extérieur (hors parc stationnement).	X			
Art. 10	Celliers ou caves	Sur parc possible si autre accès et passage par sas.			X	
Art. 10	Celliers ou caves	Interdiction d'ouverture sur escaliers encloués des logements.			X	
Art. 10	Celliers ou caves	Distance porte cellier \rightarrow sortie ≤ 20 m.	X			
Art. 10	Celliers ou caves	Aucune aération vers les circulations générales.	X			
Art. 10	Celliers ou caves	Recoupement par cage d'escalier : parois CF 60 min, portes PF 30 min, sans condamnation.	X			
Art. 10	Celliers ou caves	Portes d'accès sous-sols condamnables si ouvrables sans clé depuis l'intérieur.	X			
Art. 11	Façades	Limiter propagation du feu par façade (interne/externe, isolation, objets).	X			
Art. 11	Façades	Couvre angle $< 30^\circ$ = façade ; façade sans ouverture = aucune baie > 200 cm ² .	X			
Art. 13	Systèmes de façade	Définition : ensemble des matériaux du nu ext. au nu int.				X
Art. 13	Systèmes de façade	Isolation intérieure \rightarrow exigences à l'art. 16.			X	
Art. 13	Systèmes de façade	Éléments exclus des exigences : menuiseries bois ou C-s3, d0, vitrages minéraux, peintures M2/C-s3, d0, etc.	X			
Art. 14	Façades avec ouvertures	Règle C + D : limitation propagation verticale selon masse combustible (M).	X			
Art. 14	Façades avec ouvertures	Valeurs C+D exigées selon M et famille (tableau).	X			
Art. 14	Façades avec ouvertures	Orifices < 200 cm ² non pris en compte.	X			
Art. 14	Façades sans ouverture	Façade sans ouverture traitée comme ouverte si angle $\leq 135^\circ$.	X			
Art. 14	Façades sans ouverture	Angle $> 135^\circ$: CF réel 30 min intérieur \rightarrow extérieur et inversement (EI i->o et o->i 30).			X	
Art. 14	Façades sans ouverture	En cas de façade courbe \rightarrow plan tangent pour angle.			X	
Art. 14	Façades sans ouverture	Façade sans ouverture respectant règles = conforme aux deux cas.			X	
Art. 15	Couvertures	M1, M2, M3 autorisés sans restriction si support incombustible ou bois agréé.	X			
Art. 15	Couvertures	Sinon : même classe de pénétration que M4.			X	
Art. 15	Couvertures	M4 : classe pénétration mini selon famille : T/5, T/15, T/30.			X	
Art. 15	Couvertures	Indice de propagation dépend de distance et de l'indice voisin (tableau).			X	
Art. 15	Couvertures	> 12 m : toute couverture autorisée.			X	

Exemples de recoupement tous les 45 m avec portes CF30 min :



Les portes palières des chambres sont pare-flammes 15 minutes, néanmoins, certaines portes sont dégradées (N4)

P2 Paroi d'isolement entre le logement 412 et la circulation



- Analyse : Imposte vitrée a priori sans résistance au feu
- Risque(s) : Risque de propagation d'un incendie
- Prescription : Prévoir un double par une cloison coupe-feu 30 min.

P3 Porte de la buanderie à l'entresol



- Analyse : La porte de la buanderie ne s'ouvre pas dans le sens de la sortie
- Risque(s) : Aucun
- Prescription : Inverser le sens d'ouverture de la porte (dépose et pose de la porte – nouvelle...)

P4 Escalier d'accès au sous-sol (dégagement R.C. 15)



- Analyse : Absence de porte d'isolement entre le sous-sol et le rez-de-chaussée – entre cave et dégagements en rez-de-chaussée.
- Risque(s) : Propagation des fumées du sous-sol vers le rez-de-chaussée
- Prescription : Encloisonner la cage d'escalier et poser une porte coupe-feu 30 min (ou deux portes pare-flamme 30 minutes, haut et bas).

5.4.4 Isolation par l'intérieur

Article	Désignation	Exigences réglementaires	S	NS	SO	PM
---------	-------------	--------------------------	---	----	----	----

Sans objet : aucun isolement par l'intérieur.

5.4.5 Dégagements

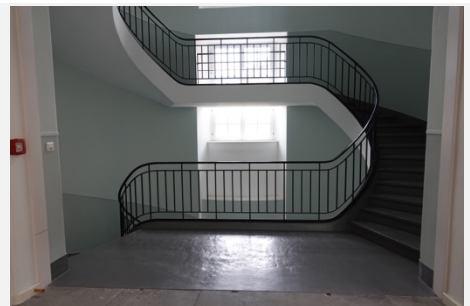
Article	Désignation	Exigences réglementaires	S	NS	SO	PM
---------	-------------	--------------------------	---	----	----	----

Dégagements

Art. 17	Dégagements	Objectif : permettre l'évacuation sans secours ou l'accès aux secours en cas d'incendie.				X
Art. 18	Parois escaliers en façade	Parois PF 30 min dans toutes les habitations collectives.	X			
Art. 18	Parois escaliers en façade	Baies non PF 30 min : ≥2 m (latérales), ≥4 m (en retour), ≥8 m (en vis-à-vis).	X			
Art. 18	Parois escaliers en façade	Définition des configurations : latérales (>135°), retour (90°-135°), vis-à-vis (<90°).			X	
Art. 19	Parois escaliers hors façade	Portes non requises sauf si logement le plus haut > 8 m.	X			
Art. 20	Escaliers – 3e famille	Parois non en façade : CF 60 min, impostes/oculus : PF 60 min.	X			
Art. 20	Escaliers – 3e famille	Blocs-portes PF 30 min, avec ferme-porte, ouverture sens sortie.		X		
Art. 20	Escaliers – 3e famille	Aucun local ne doit s'ouvrir sur l'escalier.		X		
Art. 22	Matériaux escaliers	Escaliers en matériaux incombustibles en 3e et 4e familles.	X			
Art. 23	Revêtements cages	Aucune exigence sur sols et revêtements collés/tendus sur marches.			X	
Art. 23	Revêtements cages	Autres habitations collectives : parois/plafonds M0, marches/contremarches M3.	X			
Art. 23	Revêtements cages	Escaliers à l'air libre : pas d'exigence sur revêtements collés.	X			
Art. 24	Escalier et sous-sol	Escalier entre sous-sol et reste du bâtiment : porte CF 30 min avec ferme-porte, ouverture sens sortie.		X		Cf. P3
Art. 24	Escalier et sous-sol	Escalier doit déboucher dans un hall ou circulation, jamais dans les escaliers des étages.		X		
Art. 25	Cage d'escalier désenfumée	Commande d'ouverture 1 m² en haut de cage, accessible au RDC.			X	
Art. 25	Cage d'escalier désenfumée	Commande réservée aux secours et personnes habilitées.			X	
Art. 25	Cage d'escalier désenfumée	3e famille A : asservissement à détecteur autonome déclencheur.			X	
Art. 25	Cage d'escalier désenfumée	Non applicable si escalier extérieur (art. 29 bis).			X	
Art. 26	Escalier protégé – 3e B	Escalier protégé : à l'air libre ou à l'abri des fumées.	X			
Art. 27	Escalier protégé	Desservi par circulation protégée, une seule issue.		X		
Art. 27	Escalier protégé	Aucun local, vide-ordures, ascenseur ou gaine sauf équipements listés.		X		
Art. 27	Escalier protégé	Éclairage par dérivation dédiée ou blocs autonomes (4e famille : obligatoire).	X			
Art. 27	Escalier protégé	Conduits non encastrés : catégorie C2 (NFC 32 070).	X			
Art. 28	Escalier à l'air libre	Paroi extérieure ouverte ≥ 50 % sur toute la longueur.	X			
Art. 28	Escalier à l'air libre	Doit respecter art. 18.	X			
Art. 28	Escalier à l'air libre	Portes vers circulations : exigences escaliers à l'abri des fumées.	X			
Art. 29	Escalier à l'abri des fumées	Parois CF 60 min sauf impostes/oculus : PF 60 min.	X			
Art. 29	Escalier à l'abri des fumées	Blocs-portes PF 30 min, 0.80 m mini, sens sortie, ferme-porte.		X		
Art. 29	Escalier à l'abri des fumées	Inscription : 'Porte coupe-feu à maintenir fermée'.		X		
Art. 29	Escalier à l'abri des fumées	Fermeture en partie haute/basse sauf surpression.	X			
Art. 29	Escalier à l'abri des fumées	Ouverture supérieure ≥ 1 m² à l'air libre.	X			
Art. 29	Escalier à l'abri des fumées	Commande identique à art. 25.		X		
Art. 29	Escalier à l'abri des fumées	Sortie RDC vers extérieur ou circulation ventilée.	X			
Art. 29 bis	Escalier extérieur	Volumétrie > 2 m (latérale), > 4 m (retour), > 8 m (vis-à-vis).	X			
Art. 29 bis	Escalier extérieur	Définition angles : latéral > 135°, retour 90-135°, vis-à-vis < 90°.			X	
Art. 29 bis	Escalier extérieur	Sortie RDC : extérieur ou circulation ventilée.	X			

P5

Escalier non encloisonné



Analyse :

Article 20 : les escaliers doivent être encloisonnés par des parois et portes coupe-feu – Aucun local ne doit s'ouvrir sur ces volumes

Article 27 : une seule porte par cage d'escalier

Article 27 : Présence d'un ascenseur dans la gaine C : portes à poser pour encloisonner l'escalier

Article 29 : Parois CF 1h avec bloc-porte PF 1/2h ouvrant dans le sens de la sortie

Risque(s) :

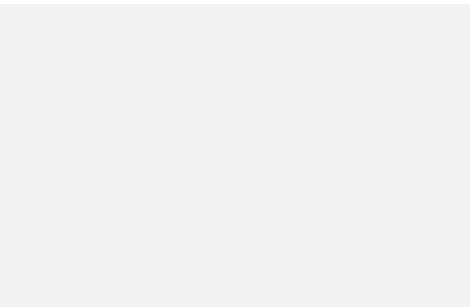
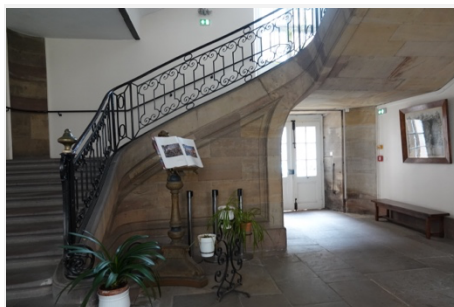
Propagation des fumées dans les cages d'escalier.

Prescription :

Encloisonner les escaliers et pour l'escalier IV10, prévoir des mesures dérogatoires en raison de l'impossibilité technique d'encloisonner l'escalier.

P6

Escalier du sous-sol débouche dans le hall des escaliers de l'étage



Analyse :

Article 24 : La porte de l'escalier du sous-sol ne devrait pas déboucher dans le volume de dégagement de l'escalier desservant les étages

Risque(s) :

Propagation des fumées dans la cage d'escalier en cas d'incendie au sous-sol

Prescription :

Il est techniquement très difficile de remédier à cette non-conformité de manière classique. En alternative, nous proposons de renforcer le degré de résistance au feu de la porte concernée et d'intégrer un dispositif de détection automatique comme mesure compensatoire.

P7 Désenfumage des cages d'escalier



Analyse :	Article 29 – 25 : une commande située au rez-de-chaussée de l'immeuble, à proximité de l'escalier, doit permettre l'ouverture facile des exutoires de désenfumage : ces commandes sont réalisées par les déclencheurs manuels jaunes au travers du SSI de catégorie A.
Risque(s) :	Aucun
Prescription :	Faire valider cette disposition existante, qui ne présente selon nous, pas de difficulté particulière dans la mesure où les commandes sont exclusivement réservées aux services de secours. Il conviendra toutefois d'identifier de manière claire les déclencheurs manuels jaunes par une inscription explicite « Désenfumage de l'escalier ».

P8 Portes d'accès aux escaliers



Analyse :	Article 29 : les portes ne s'ouvrent pas le sens de la sortie et manque l'inscription sur les portes « Porte coupe-feu à maintenir fermée »
Risque(s) :	Aucun
Prescription :	Inverser le sens d'ouverture (ou application mesure compensatoire existante) – afficher les indications « Porte coupe-feu à maintenir fermée »

5.4.6 Circulations

Article	Désignation	Exigences réglementaires	S	NS	SO	PM
Circulations						
Art. 30	Circulations à l'air libre	Paroi extérieure ouverte ≥ 50 % sur toute la longueur ; séparations amovibles.			X	
Art. 30	Circulations à l'air libre	Allège vitrages : EI30 (2e-3e fam.), EI60 (4e) ou vitrages fixes E30.			X	
Art. 30	Circulations à l'air libre	Distance max porte-logement → escalier : 25 m (3e B et 4e).			X	
Art. 30	Circulations à l'air libre	Pas de désenfumage pour sections < 10 m prolongement zone ouverte.			X	
Art. 30	Circulations à l'air libre	Revêtements parois/plafonds : M2 ou bois. Sols : aucune exigence.			X	
Art. 31	Circulations à l'abri des fumées	Distance porte palière → escalier/extérieur : ≤ 15 m.		X		
Art. 32	Revêtements circulations protégées	Plafond : M1 ; Parois verticales : M2 ; Sol : M3.	X			
Art. 32	Revêtements circulations protégées	Bois autorisé dans hall si escalier protégé débouche à l'extérieur.	X			
Art. 33	Désenfumage des circulations	Obligatoire : tirage naturel ou extraction mécanique.		X		
Art. 34 à 37	Installation de désenfumage	Aucun système		X		
Art. 38	Ventilation permanente	Utilisation possible système de désenfumage avec volets + protection anti-propagation fumées.			X	

Dégagements protégés associant un escalier protégé et une circulation horizontale protégée

- Art. 39** Dégagements – 3e famille B Escalier protégé conforme aux art. 18 à 29 (à l'air libre ou à l'abri des fumées).
- Art. 39** Dégagements – 3e famille B Circulation horizontale vers escalier : soit 2 ouvrants opposés asservis, soit protégée selon art. 30 à 38.

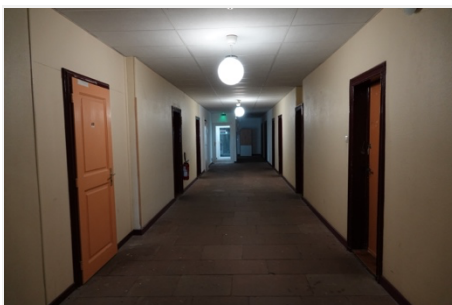
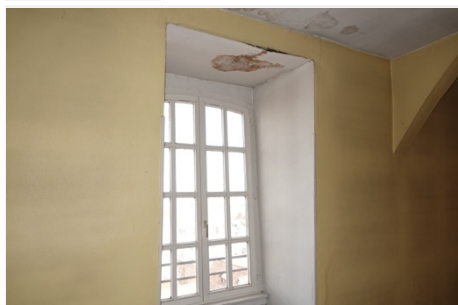
	X		
	X		

P9 Portes des logements au R+4 et R+3 à plus de 15m d'un escalier de secours



- Analyse :** Article 31 : les portes des logements au R+4 et R+3 sont à plus de 15m de l'escalier de secours le plus proche.
- Risque(s) :** Risque pour les personnes en cas d'incendie : distances trop importantes et cul-de-sac
- Prescription :** Condamner les chambres à plus de 15m de l'escalier :
R+4 : IV.A.05 à 02 (4 chambres) - R+3 : III.A.07 à 03 (5 chambres) ou demander une dérogation avec comme mesure compensatoire d'équiper toutes les chambres et circulations dans les niveaux d'hébergements d'une détection automatique d'incendie avec un asservissement à l'alarme sans temporisation.

P10 Désenfumage des circulations



- Analyse :** Articles 33 à 37 : les circulations protégées desservant les logements dans les habitations de la 3e famille doivent être désenfumées naturellement ou mécaniquement
- Risque(s) :** Risque de panique en cas d'évacuation pour les personnes, risques de propagation de l'incendie.
- Prescription :** Envisager la mise en œuvre d'une installation de désenfumage dans chaque circulation enclouée desservant les logements. Le désenfumage pourrait être réalisé par des ouvrants en façades (bien qu'ils ne soient pas sur deux façades opposées) asservis au système de détection automatique d'incendie des circulations ou par des conduits en désenfumage mécanique avec moteurs dans les combles.

5.4.7 Conduits et gaines

Article	Désignation	Exigences réglementaires	S	NS	SO	PM
---------	-------------	--------------------------	---	----	----	----

Conduits et gaines

- Art. 44** Définitions Définitions
- Art. 45** Prescriptions générales Traversées mur/plancher → caractéristiques CF à rétablir.
- Art. 45** Prescriptions générales En collectif 2e à 4e fam. : coupe-feu de traversée = CF paroi traversée (max 60 min), ou dispositifs validés CECMI, ou respect du présent titre.
- Art. 46** Conduits inter-niveaux Pas de gaine si conduit incombustible ou PVC M1 renforcé ≤ 125 mm, rebouché en matériaux incombustibles.
- Art. 47** Conduits en coffrage Conduits M1 (ou M4 si eau constante) ou M1 (eau intermittente) ≤ 125 mm autorisés dans coffrage.
- Art. 47** Conduits en coffrage Recoupement à chaque niveau en matériaux incombustibles.

			X
	X		
X			
X			
	X		

Art. 48	Conduits M2 à M4	Doivent être en gaine CF 30 min (2e coll., 3e, 4e fam.) – intérieur/extérieur feu.
Art. 48	Conduits M2 à M4	Trappes < 0,25 m² : CF 15 min ; ≥ 0,25 m² : CF 30 min.
Art. 48	Conduits M2 à M4	Si recoupement tous niveaux (A1), trappes = CF 15 min (EI2 15).
Art. 49	Traversée murs CF	1° Conduits M4 → gaines CF = ½ CF des parois traversées (int. ou ext. feu).
Art. 49	Traversée murs CF	2° Hors gaine : conduit incombustible si logement/ERP/sous-sol ; M1 ≤ 125 mm si entre logements.
Art. 49	Traversée murs CF	3° Conduits aération gaines (sauf art. 34) = traités comme gaines.
Art. 49	Traversée murs CF	4° Conduits de ventilation traversant sous-sol = même caractéristiques que gaines.
Art. 49	Traversée murs CF	5° Conduits traversant caves/sous-sols : si > 125 mm → incombustible ou M1.
Art. 49	Traversée murs CF	6° Gainex entre logements/circulations → mêmes performances que parois séparatives (art. 7 à 9).

X			
X			
X			
X		X	
X			
X			
X			
X			
X			

P11 Conduits et gaines dans la traversée des planchers



Analyse : Articles 45 et 47 : degré des planchers non assuré au droit des passages de conduits dans les gaines techniques.

Risque(s) : Risque de propagation des fumées

Prescription : Prévoir un calfeutrement des planchers (cf. obs. P1)

5.4.8 Gainex et conduites montantes de gaz

Article	Désignation	Exigences réglementaires	S	NS	SO	PM
---------	-------------	--------------------------	---	----	----	----

Sans objet.

5.4.9 Autres gaines

Article	Désignation	Exigences réglementaires	S	NS	SO	PM
---------	-------------	--------------------------	---	----	----	----

Autres gaines

Art. 58	Colonnes montantes électricité	Ajout aux art. 44 à 49. Paroi PF 15 min si gaines partagées.
Art. 58	Colonnes montantes électricité	Paroi peut ne pas occuper toute la profondeur si > 30 cm.
Art. 59	Conduits de ventilation	Objectif : limiter la transmission fumées/gaz entre locaux.
Art. 59	Conduits de ventilation	Conduits en matériaux incombustibles, CF 15 min (2e), 30 min (3e), 60 min (4e).
Art. 60	Conditions de simplification	1° Fonctionnement permanent du ventilateur (alimentation protégée ou GE secouru).
Art. 60	Conditions de simplification	Ventilateurs classés par catégorie selon taux de dilution R.
Art. 60	Conditions de simplification	2° Clapets PF : 15 min (2e-3e), 30 min (4e), 70 °C, remplaçables.
Art. 60	Conditions de simplification	Clapets interdits pour VMC Gaz.
Art. 61	Ventilation non permanente	Bouches résistent au feu selon art. 59, débit ≤ +25 % à 300 °C.
Art. 61	Ventilation non permanente	1° Perte de charge ≥ 50 Pa par niveau vs réseau collectif.
Art. 61	Ventilation non permanente	2.1° Dispositif haut conduit : ouverture section = section conduit.
Art. 61	Ventilation non permanente	2.2° Ventilateur avec ouverture étanche à l'extérieur.
Art. 61	Ventilation non permanente	Distance débouchée à obstacle ≥ hauteur (max 8 m).
Art. 62	VMC inversée	Ventilateur dans local dédié CF = stabilité bât., porte PF 30 min.
Art. 62	VMC inversée	Pas de réalisation des dispositifs b1 et b2.2, pas de clapets.
Art. 62	Double flux	Respect art. 59/60 + non propagation fumées entre niveaux.
Art. 62	Double flux	Solution 1 : ventilos double flux fonctionnent en permanence.

	X		
X			
X			
X			
		X	
X			
X			
X			
		X	
		X	
		X	
		X	

Art. 62	Double flux	Solution 2 : échangeur > 400 °C ou R > 1.6 + clapets terminaux E15 (2e-3e) / E30 (4e).
Art. 62	Double flux	Clapets 70 °C, contrôlables/remplaçables.
Art. 62	Double flux	Sinon : clapets E15 (2e-3e) / E30 (4e), autocommandés 70 °C.
Art. 63	Ventilation dédiée	Conduits d'habitation ne doivent pas desservir autres locaux sauf < 50 m² ou professions libérales.
Art. 64	Vide-ordures – coupe-feu	CF traversée : 30 min (3e), 60 min (4e).
Art. 64	Vide-ordures – vidoir	PF vidoir : 15 min (3e), 30 min (4e), sauf si porte local équivalent.
Art. 64	Vide-ordures dans logement	Conduit/gaines : CF 30 min (3e), CF 60 min (4e) ; vidoir PF 30 min.
Art. 64	Vide-ordures – local réceptacle	Dans parking : parois CF 2 h, porte CF 1 h ; sinon parois CF 1 h, porte CF 30 min.

		X	
		X	
		X	
		X	
		X	
		X	
		X	
		X	

 **Article 58 : voir observation P11 ci-avant**

5.4.10 Logements-foyers

Nota :

Les bâtiments des logements-foyers se composent de deux grandes catégories de locaux :

1. *Locaux soumis exclusivement à l'arrêté du 31 janvier 1986, incluant :*
 - les logements individuels ;
 - les unités de vie assimilées à des logements (ensemble de chambres et locaux d'hébergement sur un même niveau) ;
 - les parties communes : dégagements (couloirs, coursives, escaliers) et locaux ne relevant pas des services collectifs ;
 - les locaux de service : bagagerie, buanderie, lingerie, etc.
2. *Services collectifs, considérés comme des locaux recevant du public (ERP), relevant à ce titre de la réglementation ERP :*
 - salles de réunion, salles de jeux, restaurants, et leurs dégagements associés.

Article	Désignation	Exigences réglementaires	S	NS	SO	PM
---------	-------------	--------------------------	---	----	----	----

Logements-foyers

Art. 65	Logements-foyers – Généralités	Articles 66 à 76 applicables aux logements-foyers.
Art. 65	Logements-foyers – Généralités	Ces mesures s'ajoutent aux prescriptions des articles 1 à 64 et 77 à 106.
Art. 66	Composition des logements-foyers	Comprennent : logements, unités de vie, parties communes, locaux de service.
Art. 66	Composition des logements-foyers	Services collectifs (salles, restaurants) → réglementation ERP uniquement.
Art. 67	Nombre d'escaliers	1 escalier : ≤ 200 occupants ; 2 escaliers : 201 à 400 ; +1 escalier / 200 sup.
Art. 67	Nombre d'escaliers	Escaliers bien répartis, conformes à l'art. R.111-5 CCH.
Art. 68	Séparation hall / services collectifs	Parois et portes PF 30 min entre hall et services collectifs.
Art. 68	Séparation hall / services collectifs	Si hall a ouvrant haut ext. ≥ 2 m² + escalier à < 7 m sortie : pas d'exigence PF hall.
Art. 69	Moyens d'alerte	Téléphone permanent relié au réseau public obligatoire.
Art. 69	Moyens d'alerte	Alarme sonore audible à tous niveaux depuis circulations.
Art. 69	Moyens d'alerte	Dispositif sonore par niveau (≤10 personnes) ou par unité (>10 pers.).
Art. 70	Unités de vie – protection feu	Cloisons : CF 30 min (3e fam.), CF 60 min (4e fam.).
Art. 70	Unités de vie – protection feu	Accès : porte PF 30 min avec ferme-porte.
Art. 70	Unités de vie – évacuation	Si >10 pers./unité et >20/niveau (3e fam. A) → appliquer art. 39 (3e fam. B).
Art. 71	Services collectifs en étage	Escalier commun aux unités de vie si parois CF 30 min + portes PF 30 min.
Art. 71	Bagageries	Traitées comme celliers (cf. art. 10).
Art. 72	Logements-foyers personnes âgées	Application du chapitre II du présent titre (cf. arrêté 14/04/2011).
Art. 72	Logements-foyers personnes âgées	Niveaux autorisés : jusqu'au 6e étage maximum.
Art. 72	Logements-foyers personnes âgées	Si > 3 étages sur RDC : appliquer les dispositions art. 39 (3e famille B) sur dégagements.

X			
X			
X			
X			
X			
X			
X			
X			
X			
		X	
		X	
		X	
	X		
X			
		X	
		X	
		X	

 **Article 71 : voir chapitre 5.4.5**

5.4.11 Parc de stationnement

Article	Désignation	Exigences réglementaires	S	NS	SO	PM
---------	-------------	--------------------------	---	----	----	----

Sans objet.

5.4.12 Dispositions diverses

Article	Désignation	Exigences réglementaires	S	NS	SO	PM
---------	-------------	--------------------------	---	----	----	----

Dispositions diverses

Ascenseurs

Art. 97	Ascenseurs – évacuation	Non considérés comme moyens d'évacuation sauf foyers handicapés.
Art. 97	Parois cage ascenseur	CF 30 min (2e famille), CF 1h (3e A, 3e B, 4e famille).
Art. 97	Accès aux ascenseurs	Toujours accessibles depuis les circulations communes.
Art. 97	Accès direct logement	Porte coupe-feu du même degré que la paroi.
Art. 97	Isolation sous-sols	Sas 3 m², deux portes PF 1/2h, ferme-porte, ouverture vers l'intérieur.
Art. 98	Colonnes sèches obligatoires	3e B et 4e famille : 1 par escalier, prise 40 mm/niveau ou double prise pour duplex/triplex.
Art. 98	Exception	Non obligatoire si 3e B ≤ 7 étages et accès hall atteignable par voie échelles.
Art. 98	Norme & raccordement	Colonnes conformes à norme NF, raccord ≤ 60 m prise d'eau normalisée, ≤ 5 m du bord chaussée.
Art. 99	Circulation piétons	Aires piétons distinctes de la circulation automobile entre voirie et accès immeuble.

Obligations des propriétaires

Art. 100	Affichage des consignes et plans	Le propriétaire ou son représentant doit afficher dans les halls d'entrée les consignes incendie et les plans du sous-sol et du rez-de-chaussée. Des consignes spécifiques doivent aussi être affichées dans les parcs de stationnement près des accès aux escaliers/ascenseurs. Les plans doivent au minimum indiquer : cloisonnements, cheminements, dégagements, ascenseurs, vide-ordures, colonnes sèches, désenfumage.
Art. 101	Vérifications annuelles des équipements	Le propriétaire doit faire vérifier chaque année les installations de détection, désenfumage, ventilation, colonnes sèches, portes coupe-feu, ferme-portes et ouvertures en partie haute des escaliers. Il doit tenir un registre de sécurité.
Art. 102	Contrôle des modifications	Le propriétaire doit s'assurer que toute transformation de l'immeuble (affectation des locaux, revêtements, parois) ne diminue pas les caractéristiques de réaction et résistance au feu requises.
Art. 103	Registre de sécurité	Les vérifications doivent être réalisées par des organismes ou techniciens compétents. Le registre de sécurité doit contenir les rapports de vérification, d'entretien et de maintenance.
Art. 104	Présentation des justificatifs	Le propriétaire doit fournir les justificatifs d'entretien et de vérification sur demande des agents assermentés.

Agrément des dispositifs ou dispositions constructives non prévus par la réglementation

Art. 105	Agrément des dispositifs non réglementaires	Tout dispositif ou disposition non prévu explicitement peut être admis s'il satisfait aux objectifs de sécurité. Agrément ministériel (Construction + Intérieur) requis.
Art. 105	Dossier à fournir	- Appréciation de laboratoire basée sur essais feu ou - Étude d'ingénierie validée par un laboratoire agréé ou - Une combinaison des deux.

Application dans le temps

Art.106	Application dans le temps	- Titre VIII applicable aux PC déposés après la date de publication de l'arrêté. - Autres dispositions : applicables 1 an après cette publication. - Obligation de conformité à l'arrêté pour tout chantier déclaré après le 1er octobre 1988.
Art.107	Abrogation de texte antérieur	Abrogation de l'arrêté du 10 septembre 1970.

Normalisation

Art.109	Conformité aux normes	Les équipements doivent être conformes : – soit aux normes françaises, – soit aux normes harmonisées ou étrangères reconnues équivalentes (mentionnées au JO). Les essais réalisés par des laboratoires accrédités de l'UE sont reconnus (sauf doute justifié).
---------	-----------------------	---

X				
	X			
X				
		X		
	X			
		X		
X				
X				
X				
		X		
		X		
				X
			X	
X				

P12

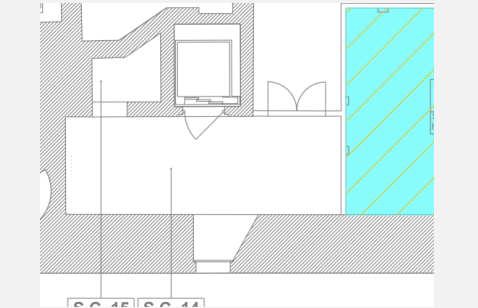
Gaine de l'ascenseur



Analyse :	Article 97 : Ascenseur non utilisé, gaine non recoupée, non isolée du feu.
Risque(s) :	Risque de propagation des fumées
Prescription :	Encloisonner la gaine du monte-charge par une cloison coupe-feu 1h sur toute la hauteur (carreau de plâtre par exemple).

P13

Ascenseur desservant le sous-sol.



Analyse :	Absence d'un Sas de 3 m ² composé de deux portes PF 1/2h avec ferme-porte, ouverture vers l'intérieur.
Risque(s) :	Propagation des fumées dans la cage d'ascenseur en cas d'incendie au sous-sol.
Prescription :	Créer un SAS de 3m2 coupe-feu 1h avec portes pare-flamme 30min. Les portes ne devront pas être calées (constatés lors de notre visite sur site).

5.5 CHAPITRE 4 – ÉVALUATION DES MESURES DE MISE EN SECURITE SELON LA CIRCULAIRE MINISTERIELLE DU 13 DECEMBRE 1982

Ce chapitre concerne la Sécurité des personnes en cas de travaux de réhabilitation ou **d'amélioration des bâtiments d'habitation** existants.

5.5.1 Introduction (circulaire)

Dans un contexte de développement des travaux de réhabilitation et d'amélioration de l'habitat existant, cette circulaire rappelle les limites du cadre réglementaire en vigueur, qui se compose principalement de :

- Articles R. 111-1 (R.113-3) et suivants du CCH (règlement général de construction) applicables aux constructions neuves ;
- Règlements sanitaires départementaux, traitant uniquement de l'hygiène et de la salubrité ;
- Quelques normes techniques obligatoires (ex. : C 14-100, C 15-100 pour les installations électriques, P 82-210 pour les ascenseurs).

Problème identifié :

En l'absence de textes spécifiques couvrant l'intégralité des enjeux liés à la réhabilitation, les professionnels sont souvent tiraillés entre l'absence de contrainte réglementaire explicite et l'application inadaptée de règles conçues pour les constructions neuves.

Objectif de la circulaire :

Fournir un ensemble de prescriptions sous forme de recommandations non réglementaires, destinées à servir de référentiel minimal commun pour :

- Les constructeurs, qui devraient les respecter a minima ;
- Les prescripteurs, qui ne devraient exiger de mesures plus contraignantes qu'en cas justifié.

Application attendue :

- Diffusion large des recommandations auprès des acteurs (DDE, SDIS, etc.) ;
- Soutien et conseil technique actif aux porteurs de projets ;
- Retour d'expérience auprès du ministère pour évaluer l'opportunité d'une formalisation réglementaire future.

Remarque juridique :

Bien que non opposables juridiquement, ces recommandations ont valeur de référence technique et administrative, engageant implicitement la responsabilité des intervenants en cas de non-respect injustifié.

Les articles R. 111-1 (R.113-3) et suivants du Code de la construction et de l'habitation (CCH) s'appliquent uniquement aux constructions neuves, surélévations ou additions de bâtiments d'habitation.

Les recommandations spécifiques visent donc les travaux à l'intérieur du volume existant, non couverts par ces articles.

5.5.2 Préambule :

Travaux concernés :

- Création de logements dans des bâtiments existants non destinés à l'habitation
- Transformation, amélioration ou réhabilitation de bâtiments d'habitation, dès lors qu'ils modifient des éléments de construction ou d'équipement

Travaux exclus :

- Entretien courant, réparations simples ou remise en état d'éléments existants sans modification structurelle.

Principes directeurs :

- Maintien a minima du niveau de sécurité existant : les travaux ne doivent en aucun cas réduire la sécurité incendie antérieure
- Absence d'obligation sur les parties non modifiées : sauf mention contraire, les recommandations ne s'étendent pas aux éléments du bâtiment qui ne sont pas concernés par les travaux

Finalité :

Ces recommandations visent à garantir un niveau de sécurité adapté, sans imposer de contraintes excessives, en tenant compte des réalités techniques et économiques propres à la réhabilitation du bâti existant.

5.5.3 Travaux à prévoir

Les travaux réalisés sur un bâtiment existant doivent, au minimum, préserver le niveau de sécurité antérieur vis-à-vis du risque incendie et, autant que possible, le renforcer.

Principes fondamentaux :

- Interdiction d'aggraver les risques d'incendie existants ;
- Réduction de la transmission du feu et des fumées entre niveaux (propagation verticale limitée) ;
- Maintien ou amélioration des conditions d'évacuation des occupants ;
- Maintien ou amélioration de l'accessibilité pour les services de secours.

Ce principe constitue un socle non dérogoire, quelle que soit la nature des travaux, dans le cadre de la réhabilitation ou de l'amélioration de bâtiments d'habitation existants.

Accessibilité des logements aux services de secours (famille 3) :

Bâtiments de 3e famille (collectifs ou non), sans accès par échelle aérienne :

L'escalier desservant les logements doit être :

- Soit transformé,
- Soit doublé par un dégagement accessoire d'évacuation autonome.

Caractéristiques de l'escalier transformé :

- Parois de la cage coupe-feu 1/2 heure ;
- Portes pare-flammes 1/2 heure ;
- Évacuation des fumées par :
 - Une fenêtre ou châssis vitré $\geq 1 \text{ m}^2$ en partie haute, ouvrable ;
 - Ou un dispositif équivalent (désenfumage).
 - Commande d'ouverture située au rez-de-chaussée, actionnable par les services de secours ou personnes habilitées, via un système électrique, pneumatique ou hydraulique.

Conclusion :

L'accessibilité des logements réaménagés aux services de secours constitue une exigence incontournable dans les bâtiments existants. Lorsque l'accès par façade est impossible, des aménagements compensatoires réglementés (escalier protégé ou issue supplémentaire) doivent être mis en œuvre pour garantir l'évacuation autonome et l'intervention des secours.

 *L'établissement comprend plusieurs escaliers de secours facilement accessibles et enclouonnés, pour certains selon les dispositions réglementaires des textes actuels.*

Volumes et circulations des caves et sous-sols

1. Cloisonnement des caves et sous-sols :

- Les volumes et circulations des caves/sous-sols doivent être recoupés en autant de compartiments qu'il existe de cages d'escalier les desservants.
- Les parois de recoupement doivent avoir une résistance coupe-feu de 1 heure.

2. Portes traversant les parois de recoupement :



- Portes pare-flammes 1/2 heure ;
- Fermeture automatique obligatoire ;
- Interdiction de condamnation.

3. Portes de communication avec les caves/sous-sols (nouvelles ou remplacées) :

- Coupe-feu 1/2 heure ;
- Ouverture dans le sens de la montée (vers l'évacuation) ;
- Dispositif de condamnation autorisé uniquement si ouverture possible sans clé depuis l'intérieur.

Finalité réglementaire :

Assurer le compartimentage efficace des zones de caves/sous-sols, souvent à haut risque incendie, et garantir une évacuation rapide et sans obstacle, tout en préservant l'accessibilité pour les secours.

-  *Le recoupement au sous-sol est assuré par des cloisons et portes pare-flamme. Les portes pare-flammes ne sont pas à fermeture automatique, elles doivent absolument rester fermées (à la charge de l'exploitant), dans le cas contraire, il conviendra de les asservir au SSI du bâtiment.*
-  *La circulaire insiste sur la communication avec le sous-sol : il convient donc d'installer au minimum une porte coupe-feu 1/2 h avec ferme porte au bas de l'escalier en communication avec le sous-sol*

Portes palières des logements nouvellement installés :

- Qu'elles soient nouvelles ou remplacent des portes existantes, les portes palières doivent être pare-flammes de degré 1/2 heure ;
- Cette exigence s'applique uniquement si les parois où elles sont intégrées sont elles-mêmes pare-flammes d'un degré au moins équivalent.

 *Les portes en mauvais état devront être remplacées par des portes pare-flamme 1/2 h.*

Gaines techniques – Recoupement au droit des planchers :

- En cas de modification des gaines ou de remplacement des canalisations qu'elles contiennent :
- Les gaines doivent être recoupées à chaque étage (au niveau du plancher) ;
- Le matériau de recoupement doit être incombustible ;

Objectif réglementaire :

Garantir la limitation de la propagation verticale du feu et des fumées par les gaines techniques et maintenir la résistance au feu cohérente des compartiments d'habitation, notamment aux interfaces (portes palières).

 *Prévoir un calfeutrement des planchers (cf. obs. P1 et P11)*

Garde-corps des balcons, terrasses, loggias et fenêtres :

1. Mise en place ou remplacement de garde-corps :

- Hauteur réglementaire minimale : 1 mètre au-dessus du plancher.
- Référence recommandée : norme NF P 01-012 (dimensions, formes, dispositifs anti-escalade...).

2. Cas particuliers – Remplacement partiel :

- En cas de remplacement ponctuel sur une même façade, il est toléré un remplacement à l'identique afin de préserver l'unité architecturale, même si les garde-corps ne répondent pas intégralement aux normes actuelles.

3. Locaux transformés en logements :

- Si l'appui de fenêtre est situé à moins de 0,90 m du plancher, il est obligatoire d'ajouter un garde-corps ou une barre d'appui à 1 mètre de hauteur pour assurer la protection contre la chute.

 *Non concerné par la sécurité incendie*

Rampes d'escalier :

1. Mise en place ou remplacement d'une rampe :

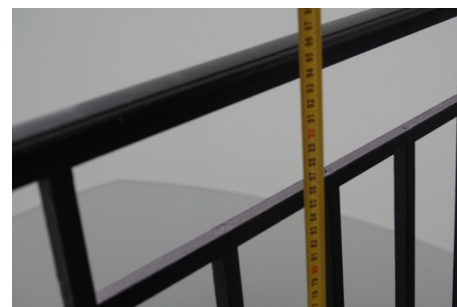
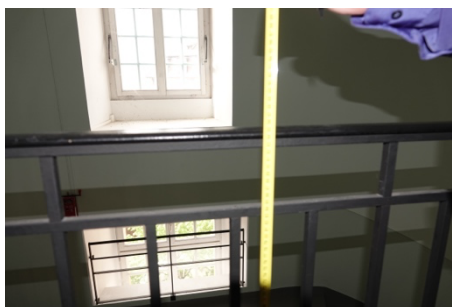
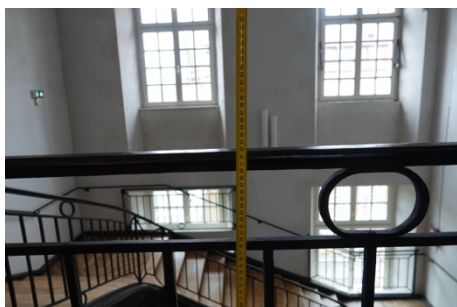
- Lorsqu'une rampe d'escalier est installée ou remplacée, il est recommandé de respecter les prescriptions de la norme NF P 01-012.

2. Exigences principales de la norme NF P 01-012 :

- Hauteur minimale de la rampe :
 - 1,00 mètre sur palier ;
 - 0,80 mètre en volée (partie inclinée de l'escalier).
- Parties ajourées : doivent limiter le passage d'un corps ou d'un enfant, conformément aux exigences de non-escaladabilité et de protection contre les chutes.



Les rampes sur les paliers des escaliers ne font pas 1m de haut (92/96 cm) : à prendre en compte dans la sécurité des personnes ou dans le cadre de futurs travaux.



5.6 CHAPITRE 5.1 – ANALYSE DES LOCAUX RECEVANT DU PUBLIC

Concerne les locaux de plus de 50 m2 et les locaux à risques :

- SS = réserves
- RDC : Salles de réunions, de restauration, salle de détente, réfectoire et sa cuisine, bibliothèque (en travaux), chapelle accessible au public externe
- Entresol : Chapelle et oratoire, salon, salle à manger et cuisine, Salle de séjour
- R+1 : Salle Weber, salle de lecture et grande bibliothèque accessible sur rendez-vous et espace accueil
- R+2 : Salle de thèses

Légende : "S" : Satisfaisant - "NS" : Non Satisfaisant - "SO" : Sans objet (non concerné) - "PM" : Pour Mémoire (généralités)

5.6.1 Dispositions générales

Article	Désignation	Exigences réglementaires	S	NS	SO	PM
Dispositions générales						
GN 1	Classement des établissements	§1 - Les établissements sont classés en types, selon la nature de leur exploitation :			X	
GN 1	Classement des établissements	§2-a - Classement en deux groupes : 1er groupe (cat. 1 à 4), 2e groupe (cat. 5)	X			
GN 1	Classement des établissements	§2-b - Effectif comprend public + personnes sans dégagements indépendants. Exception pour cat. 5	X			
GN 1	Classement des établissements	§2-c - Toute modification significative d'effectif doit être signalée au maire				X
GN 1	Classement des établissements	§3 - 'Établissement' = établissement recevant du public				X
GN 1	Classement des établissements	§4 - Les expressions relatives au sommeil concernent uniquement les locaux pour le public la nuit	X			
GN 2	Classement des groupements non isolés	§1 - Bâtiments d'une même exploitation ou groupés non isolés = un seul ERP	X			
GN 2	Classement des groupements non isolés	§2 - Catégorie déterminée par effectif total ; seuils : 50 (sous-sol), 100 (étages), 200 (total)			X	
GN 2	Classement des groupements non isolés	§2 - Si une exploitation est en 4e catégorie, l'ensemble est au moins en 4e catégorie			X	
GN 2	Classement des groupements non isolés	§3 - Application des dispositions particulières à chaque type selon la catégorie globale			X	
GN 3	Classement des groupements isolés	Les bâtiments isolés sont considérés comme autant d'établissements distincts			X	
GN 4	Changement dans la nature de l'exploitation	§1 - Un changement dans la nature de l'exploitation peut entraîner une modification du classement du type ou de la catégorie.				X
GN 4	Changement dans la nature de l'exploitation	§1 - L'exploitant doit en informer le maire, qui peut demander l'avis de la commission de sécurité.				X
GN 4	Changement dans la nature de l'exploitation	§2 - Le maire peut prescrire des travaux ou aménagements nécessaires pour assurer la sécurité.				X
GN 4	Changement dans la nature de l'exploitation	§3 - Si le changement d'exploitation rend inapplicable le classement précédent, une nouvelle autorisation est requise.				X
GN 5	Établissements comportant des locaux de types différents	Chaque local est soumis aux dispositions du type correspondant et à la même catégorie que l'établissement.	X			
GN 6	Utilisations exceptionnelles des locaux	§1 - Toute utilisation partielle ou ponctuelle différente de l'exploitation initiale nécessite une autorisation 2 mois avant.				X
GN 6	Utilisations exceptionnelles des locaux	§1 - Si l'organisateur est distinct de l'exploitant, la demande doit être conjointe.				X
GN 6	Utilisations exceptionnelles des locaux	§2 - La demande doit décrire : nature, durée, localisation, effectif, matériaux, tracé des dégagements, mesures de sécurité.				X
GN 6	Utilisations exceptionnelles des locaux	§3 - Une autorisation peut couvrir plusieurs manifestations sur une période donnée.				X
GN 7	ERP dans les immeubles de grande hauteur	Les ERP dans les IGH > 28 m doivent appliquer ce règlement et celui des IGH dans les conditions prévues.			X	
GN 8	Principes d'évacuation tenant compte des difficultés	L'évacuation est la règle pour les personnes mobiles ; les autres nécessitent des dispositions spécifiques.	X			
GN 8	Principes d'évacuation tenant compte des difficultés	1. Prise en compte de l'aide humaine disponible pour l'évacuation.	X			

GN 8	Principes d'évacuation tenant compte des difficultés	2. Formalisation dans le dossier des solutions retenues par niveau pour l'évacuation.	X			
GN 8	Principes d'évacuation tenant compte des difficultés	3. Création d'espaces d'attente sécurisés à chaque niveau.			X	
GN 8	Principes d'évacuation tenant compte des difficultés	4. Création de cheminements praticables vers les sorties ou espaces sécurisés.			X	
GN 8	Principes d'évacuation tenant compte des difficultés	5. Alarme perceptible adaptée aux handicaps et spécificités des locaux.			X	
GN 8	Principes d'évacuation tenant compte des difficultés	6. L'exploitant doit conserver les solutions retenues et validées par la commission de sécurité.				X
GN 8	Principes d'évacuation tenant compte des difficultés	7. Élaboration de consignes d'évacuation prenant en compte les handicaps.				X
GN 9	Aménagement d'un ERP dans un bâtiment existant	Les règles du règlement sont applicables aux ERP nouvellement aménagés dans des bâtiments existants.				X
GN 10	Application du règlement aux établissements existants	§1 - Le règlement ne s'applique pas aux établissements existants sauf pour les obligations administratives, de contrôle, d'entretien.				X
GN 10	Application du règlement aux établissements existants	§2 - En cas de travaux, les nouvelles règles s'appliquent aux parties modifiées uniquement.				X
GN 10	Application du règlement aux établissements existants	§2 - Si les modifications augmentent les risques, des mesures complémentaires peuvent être imposées après avis de la commission.				X
GN 11	Notification des décisions	Les prescriptions imposées doivent être motivées par référence au CCH ou au présent règlement, ainsi qu'au permis de construire.				X
GN 11	Notification des décisions	Elles peuvent être assorties de délais raisonnables si édictées en cours d'exploitation après une visite de la commission de sécurité.				X
GN 12	Justification des classements de comportement au feu	Les responsables doivent pouvoir justifier les classements feu des matériaux et éléments utilisés, en réaction ou résistance au feu, selon les exigences du règlement.				X
GN 14	Conformité aux normes – Essais de laboratoires	Les exigences de conformité aux normes françaises peuvent être satisfaites par des produits ou essais équivalents provenant d'un État de l'EEE ou de Turquie, à condition de garantir un niveau de sécurité incendie équivalent.				X
GN 15	Structures provisoires et démontables	Les structures provisoires installées dans les ERP sont soumises à l'arrêté du 25 juillet 2022, sans préjudice des autres dispositions du présent règlement.			X	

 *Seule la salle à manger est accessible aux personnes à mobilité réduite. Les autres salles ne sont pas librement accessibles en raison de la présence de marches à leurs entrées. Aucun sanitaire public n'est disponible pour la chapelle.*

5.6.2 Généralités

Article	Désignation	Exigences réglementaires	S	NS	SO	PM
---------	-------------	--------------------------	---	----	----	----

Dispositions générales

PE 1	Objet et textes applicables	Livre complète le Livre I du règlement de sécurité. Concerne les établissements du 2e groupe (5e catégorie). Chapitres I et II = prescriptions communes ; Chapitres III à VI = prescriptions particulières pour certains établissements.				X
PE 2	Établissements assujettis	S'applique aux établissements recevant moins que les seuils définis selon l'activité (cf. tableau des seuils). Sont également assujettis : locaux collectifs > 50 m² de logements-foyers, hébergements entre 15 et 100 personnes, avec seuil abaissé à 7 mineurs pour les hébergements de mineurs. MAM concernées si ≤ 16 enfants. Pour établissements recevant ≤ 19 personnes : seules quelques dispositions s'appliquent. Locaux à risques particuliers doivent être isolés. Établissements clos et couverts avec couverture souple doivent respecter les exigences matériaux M2 ou C s3-d0.	X			
PE 3	Calcul de l'effectif	Effectif public selon type d'activité (Livre II et IV). Effectif personnel non comptabilisé. Boutiques ≤ 500 m² avec circulations ≥ 1,80 m : 1 personne/m² sur 1/3 de la surface accessible au public.	X			
PE 4	Vérifications techniques	Avant ouverture, vérification des systèmes d'alarme, désenfumage et installations électriques par organisme agréé (établissements avec locaux à sommeil). Contrat annuel d'entretien du système de détection obligatoire. En exploitation, vérification régulière par technicien compétent pour toutes les installations techniques. En cas de non-conformité grave, l'exploitant peut être contraint par la commission de sécurité à des vérifications par organisme agréé.	X			

5.6.3 Construction, dégagements et gaines

Article	Désignation	Exigences réglementaires	S	NS	SO	PM
Construction, dégagements, gaines						
PE 5	Structures, patios et puits de lumière	Bâtiments > 8 m : structure stable au feu 1 h + planchers coupe-feu 1 h. Dérogation possible pour immeuble existant. Patios et puits de lumière selon IT 263.	X			
PE 6	Isolement / Parc de stationnement	Isolation des établissements par murs/planchers coupe-feu 1 h. Porte d'intercommunication coupe-feu 1/2 h avec ferme-porte. Établissements distants ≥ 5 m = établissements distincts. Couverture pare-flammes 1/2 h sur 2 m si façade dominante d'un bâtiment tiers.		X		
PE 7	Accès des secours	Accès facile pour les secours. Si niveau > 8 m : façade avec baies accessibles aux échelles aériennes, ouvrant sur circulations ou locaux accessibles au public.	X			
PE 8	Enfouissement	Application des articles CO 39 (§ 1) et CO 40 pour les locaux enfouis.			X	
PE 9	Locaux à risques particuliers	Isolement coupe-feu 1 h pour locaux à risques particuliers (local vide-ordures, VMC inversée, groupes électrogènes, etc.). Stockage butane/propane : ventilation obligatoire selon GZ 7 (§ 2).	X			
PE 10	Stockages hydrocarbures / Installations gaz	Stockages non branchés pour la vente : M 39 et M 50-1. - Stockages branchés ou non pour usage : GZ 4 à GZ 8. - Réservoirs fixes : GZ 4 à GZ 6. - Installations gaz : arrêté du 2 août 1977 + conditions spécifiques règlement ERP.			X	
PE 11	Dégagements	Dégagements libres d'obstacles, escaliers continus jusqu'à sortie. - Portes : manœuvre simple, bloc-portes selon CO 44, portes extérieures > 50 personnes = ouverture dans le sens de l'évacuation. - Nombre et largeur des dégagements selon effectif (<20 à 300 pers.). - Escaliers > 8 m : encoisonnés coupe-feu 1 h, désenfumage, pas de locaux débouchant dedans, pas de canalisations de gaz hors gaine.	X			
PE 12	Conduits et gaines	Matériaux incombustibles, degré coupe-feu = moitié des planchers, min. 1/4 h. Trappes pare-flammes de même degré.	X			

Capacité maximale des salles en fonction des dégagements – Effectif admissible à ne pas dépasser

Niveau	Désignation / N°	Issue de secours (Nb)	Unités de passage (UP)	Effectif maximal
2 ^e	Salle de thèses II.B.13	1	1	19
1 ^{er}	Accueil bureau I.D.32	1	2	19
1 ^{er}	Salle Weber I.B. 07	2	3	200
1 ^{er}	Salle de lecture I.B.06	1	2	19
1 ^{er}	Bibliothèque I.A.03	1	2	19
Entresol	Salle à manger/Séjour E.D. 29/28	1	1	19
Entresol	Espace services E.C. 22 à 24	1	1	19
Entresol	Oratoire E.C. 16 et Chapelle E.C. 17	2	2	100
Rdc	Salle de réunion R.B.06	2	4	300
Rdc	Chapelle R.A.03	2	5	300
Rdc	Salle à manger R.C.14	2	3	200
Rdc	Salle de repos R.C.18, salle à manger R.D.24 et 28	2	2	100
Rdc	Ancienne Bibliothèque R.D.30 (en travaux)	1	1	19



Les dégagements existants permettent d'évacuer, dans des conditions conformes à la réglementation, l'ensemble des personnes susceptibles d'être présentes dans les salles, l'effectif réel étant largement inférieur aux effectifs maximaux théoriques déterminés selon les largeurs réglementaires de passage.

ERP1 Isolement aux tiers



Analyse :

Le bâtiment doit être isolé des tiers conformément à la réglementation la plus contraignante applicable. La cathédrale étant vraisemblablement classée comme un ERP du premier groupe, l'isolement doit être assuré par des murs coupe-feu de degré deux heures. La toiture en retour, sur une largeur de 4 mètres mesurée horizontalement depuis la façade concernée, doit être réalisée en éléments pare-flamme de degré 30 minutes.

Les murs en place ont été évalués comme présentant un degré coupe-feu de 2 heures. Un plafond en plâtre a également été observé sous la toiture de l'annexe de la cathédrale.

La porte d'intercommunication, n'étant pas considérée comme issue de dégagement, devra être coupe-feu de degré 30 minutes, conformément à l'article CO 10 de l'arrêté du 25 juin 1980.

Risque(s) :

Risque de propagation vers ou depuis le tiers.

Prescription :

Remplacer la porte et les impostes vitrées par des éléments coupe-feu de degré 30 minutes.

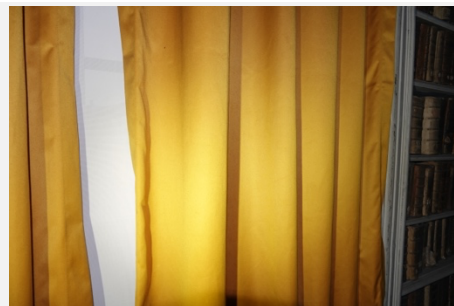
5.6.4 Aménagements intérieurs

Article	Désignation	Exigences réglementaires	S	NS	SO	PM
---------	-------------	--------------------------	---	----	----	----

Aménagements intérieurs

PE 13	Comportement au feu des matériaux / Appareils à effet décoratif	Comportement au feu des matériaux : application des dispositions du chapitre III, livre II, titre I. - Appareils à effet décoratif à l'éthanol autorisés en 5e catégorie (si autorisés en 4e catégorie) selon AM 20.		X		
-------	---	--	--	---	--	--

ERP2 Rideaux dans les salles de plus de 50 m²



Analyse : Article AM 12 : Les rideaux dans les salles de plus de 50 m² doivent être en matériaux de catégorie M2 au plus. Les rideaux dans les salles ne semblent pas, a priori, être M2.

Risque(s) : Risque de développement « rapide » d'un incendie dans la pièce concernée

Prescription : Justifier du classement M0 à M2 par procès-verbal d'un laboratoire agréé ou prévoir le remplacement.

5.6.5 Désenfumage

Article	Désignation	Exigences réglementaires	S	NS	SO	PM
---------	-------------	--------------------------	---	----	----	----

Désenfumage

PE 14	Désenfumage	Locaux concernés : • Rez-de-chaussée et étages > 300 m ² • Sous-sol > 100 m ² - Ouvertures : en partie haute et basse, communiquant avec l'extérieur, surface d'évacuation ≥ 1/200 de la superficie au sol.- Amenées d'air : surface ≥ surface des évacuations.- Manœuvre : commandes d'ouverture aisément accessibles depuis le plancher du local.- Systèmes : • Désenfumage naturel ou mécanique (IT 246). • Escaliers encoisonnés : ouverture en partie haute d'1 m ² ou surpression selon IT 246.- Commandes : manuelles uniquement acceptées.			X	
-------	-------------	---	--	--	---	--

5.6.6 Cuisine

Article	Désignation	Exigences réglementaires	S	NS	SO	PM
Installations de cuisson						
PE 15	Champ d'application	Applicabilité aux appareils de cuisson et de remise en température dans les locaux accessibles ou non au public. Les installations de 4e catégorie sont admises en 5e catégorie si elles respectent les conditions du Livre II, titre I, chapitre X.	X			
PE 15	Définition des appareils	Appareils de cuisson : fours, friteuses, marmites, feux vifs. Appareils de remise en température : fours de réchauffage. Non concernés : maintien en température (bacs à eau chaude, lampes infrarouges), micro-ondes ≤ 3,5 kW en libre utilisation.	X			
PE 15	Définition des locaux	"Grande cuisine" : > 20 kW d'appareils cumulés. Respect de PE 15 & PE 16. Exceptions : "office de remise en température" (PE 17), "îlot de cuisson" (PE 18), modules spécialisés (GC 18), cuisines en libre-service (PE 16). Appareils ≤ 20 kW suivent PE 19.	X			
PE 15	Marquage CE des appareils	Appareils doivent être CE. Les appareils non CE existants peuvent être réutilisés en cas de travaux dans l'établissement.	X			
PE 15	Fixation des appareils	Appareils de cuisson doivent être fixés aux éléments stables si leur construction ne garantit pas la stabilité.	X			
PE 15	Dispositif d'arrêt d'urgence	Les circuits doivent comporter un dispositif d'arrêt d'urgence près de l'accès du local.	X			
PE 15	Combustibles interdits	Interdiction d'utiliser des combustibles liquides extrêmement inflammables (F+) de première catégorie (point éclair < 55 °C).	X			
PE 16	Structure coupe-feu grandes cuisines	Planchers et parois coupe-feu 1 heure ou EI/REI 60. Si cuisine ouverte : écran vertical stable au feu 1/4 heure ou DH 30, matériau M1 ou A2-s1, d1, hauteur min. 0,5 m sous plafond fini. Porte : pare-flammes 1/2 heure ou E 30, avec ferme-porte ou fermeture automatique.	X			
PE 16	Ventilation grandes cuisines	Amenée d'air possible uniquement mécanique si évacuation mécanique. Hottes et conduits en matériaux M0 ou A2-s1, d0, conduits stables au feu 1/4 heure ou E 15, nettoyage facile des filtres à graisses. Conduits dans gaine coupe-feu pour traversées entre niveaux ou établissements tiers. Extraction mécanique obligatoire pour cuisine ouverte. Ventilateurs d'extraction doivent résister 30 min à 400 °C. Canalisations électriques protégées contre sinistre.			X	
PE 17	Equipement office de remise en température	Pas d'appareil de cuisson autre que de remise en température. Seul gaz combustible ou électricité autorisés.	X			
PE 17	Structure office de remise en température	Parois et plancher coupe-feu 1 heure ou EI 60 / REI 60. Portes coupe-feu 1/2 heure ou EI 30C avec ferme-porte. Portes va-et-vient : pare-flammes 1/2 heure.	X			
PE 17	Ventilation office de remise en température	Ventilation assurant amenée d'air et évacuation air vicié / buées. Évacuation des buées par conduit spécifique débouchant à l'extérieur. Conduits et gaines rétablissent le degré coupe-feu des parois traversées.	X			
PE 18	Îlots de cuisson : définition et usage	Enceinte fermée au public, personnel présent en fonctionnement. Pas d'utilisation libre. Seul gaz combustible ou électricité autorisés.			X	
PE 18	Puissance îlot de cuisson	Puissance utile totale limitée à 70 kW pour un îlot ou plusieurs îlots séparés de moins de 5 m.			X	
PE 18	Ventilation îlots de cuisson	Extraction mécanique obligatoire. Hottes et conduits en matériaux M0 ou A2-s1, d0. Conduits stables au feu 1/4 heure ou E 15 et protégés pour traversées entre niveaux / établissements tiers. Filtres à graisses faciles à nettoyer. Ventilateurs résistants 30 min à 400 °C. Canalisations électriques protégées contre sinistre. Commande des ventilateurs clairement identifiée et accessible dans l'îlot.			X	
PE 19	Usage des appareils ≤ 20 kW	Utilisation autorisée si la puissance totale est ≤ 20 kW.	X			
PE 19	Petits appareils portables	Appareils autorisés : électriques ou gaz ≤ 3,5 kW ; gaz butane avec bouteille ≤ 1 kg ; flamme d'alcool sans pression ≤ 0,25 L ; combustible solide ≤ 20 dm³.	X			
PE 19	Immobilisation des appareils	Appareils doivent être immobilisés sauf les petits portables.	X			
PE 19	Bouteilles de gaz dans les locaux accessibles au public	Usage admis : 1 bouteille de butane ≤ 13 kg pour un seul appareil et hors d'atteinte du public, ou plusieurs bouteilles ≤ 1 kg pour petits appareils portables.			X	

5.6.7 Chauffage et ventilation

Article	Désignation	Exigences réglementaires	S	NS	SO	PM
Chauffage, ventilation						
PE 20	Généralités	Installations doivent être réalisées selon les prescriptions du règlement.	X			
PE 20	Installations de 4e catégorie	Installations de 4e catégorie admises en 5e catégorie si conforme au livre II, titre I, chapitre V.			X	
PE 21	Installations d'appareils à combustion	Installations des bâtiments d'habitation autorisées. Respect des prescriptions des bâtiments d'habitation pour l'évacuation des fumées et la ventilation, sous réserve des dispositions spécifiques du présent règlement.	X			
PE 21	Appareils >30 kW et ≤70 kW	Implantation dans local non accessible au public, sans dépôt de matières combustibles/toxiques, parois coupe-feu 1h. Intercommunication : - Vers local public : porte CF 1/2h avec ferme-porte ou sas avec portes PF 1/4h avec ferme-porte. - Vers local privé : porte PF 1/4h avec ferme-porte. Exception : appareil ECS dans cuisine ou laverie admis.			X	
PE 21	Appareils de chauffage	Appareils de production-émission de chaleur autorisés selon articles CH 44 à CH 54 et CH 56. Cheminées et inserts autorisés sauf dans les locaux à sommeil. Appareils à éthanol autorisés si conformité article AM 20. Chauffage à combustion non raccordé interdit sauf panneaux radiants et chauffages de terrasse.			X	
PE 21	Générateurs d'air chaud	Pression circuit d'air > pression gaz brûlés. Brûleurs créant une surpression interdits.			X	
PE 22	Sécurité chauffage par air chaud	Dispositif de sécurité à réarmement manuel requis pour extinction automatique à 120°C. Non exigé si température fluide primaire ≤110°C ou appareils indépendants.			X	
PE 22	Matériaux circuits aérauliques	Circuits de distribution/reprise en matériaux M0. Calorifuge M0 ou M1 (si M1, positionné hors conduits). Conduits textiles diffusants : M0 obligatoire. Conduits souples M1 tolérés (max. 1m).			X	
PE 22	Matériaux combustibles dans conduits	Interdiction totale sauf : - Accessoires d'organes terminaux pour pièce desservie uniquement - Matériaux M1 ponctuels pour correction acoustique.			X	
PE 22	Conduits traversants chaufferies	Interdiction de parties ouvrantes dans la traversée des chaufferies pour les conduits desservant des locaux publics.	X			
PE 22	Clapets coupe-feu aérauliques	Clapets obligatoires pour rétablir coupe-feu entre niveaux. Déclenchement thermique à 70°C, norme NF S 61937. Commande automatique par CMSI si SSI A ou B requis.			X	
PE 23	Conception VMC	Conception anti-propagation du feu et fumées. VMC : extraction sans recyclage des locaux à pollution spécifique. Simple flux : extraction ≤200 m³/h/local. Double flux : soufflage et extraction ≤100 m³/h/local.	X			
PE 23	Matériaux conduits VMC	Conduits en matériaux M0.	X			
PE 23	Ventilateurs extraction VMC inversée	Ventilateurs placés dans locaux coupe-feu 1h, portes coupe-feu 1/2h avec ferme-porte.			X	
PE 23	Exigences non-propagation fumées/gaz	Respect du tableau d'exigences selon hauteur de l'établissement : - ≤8 m : conduits M0, pas de gaine, piquage M0, pas de dispositif requis au droit de la gaine. - >8 m : conduits et piquages M0, gaine CF 1/2h, dispositif PF 1/4h.	X			
PE 23	VMC gaz	Fonctionnement permanent obligatoire. Équipement d'un dispositif de sécurité conforme à l'arrêté relatif à la sécurité collective des VMC gaz.			X	

5.6.8 Installations électriques, éclairage

 *L'audit ne porte que sur la conception, il convient de prendre en compte les remarques des organismes de contrôle dans le cadre des contrôles réglementaires.*

Article	Désignation	Exigences réglementaires	S	NS	SO	PM
Installations électriques, éclairage						
PE 24	Installations électriques - généralités	Installations doivent prévenir les risques d'incendie ou d'explosion. Conformité à la norme NF C15-100 : 2002 et amendements présumée suffisante.	X			
PE 24	Classification des locaux	Locaux à risques particuliers et grandes cuisines classés BE2 selon NF C15-100.	X			
PE 24	Classification des câbles	Conducteurs et câbles électriques : classés Cca-s2, d2, a2.	X			
PE 24	Fiches multiples	Interdiction des fiches multiples.	X			
PE 24	Prises de courant	Nombre de prises adapté à l'utilisation pour limiter les socles mobiles. Prises positionnées pour réduire la longueur des canalisations mobiles et éviter de gêner la circulation.	X			
PE 24	Éclairage de sécurité	Éclairage de sécurité requis pour : - Escaliers et circulations > 10 m ou à cheminement compliqué ; - Salles > 100 m².	X			
PE 24	Blocs autonomes d'éclairage	Blocs autonomes doivent respecter l'article EC 12.	X			

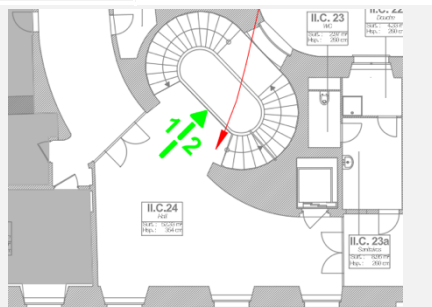
5.6.9 Ascenseurs

Article	Désignation	Exigences réglementaires	S	NS	SO	PM
---------	-------------	--------------------------	---	----	----	----

Ascenseurs, escaliers mécaniques et trottoirs roulants

PE 25	Escaliers mécaniques et trottoirs roulants	Conformité aux articles AS 6 et AS 7.			X	
PE 25	Portes palières d'ascenseurs	Doivent déboucher dans les parties communes, accessibles en permanence autrement que par l'ascenseur.	X			
PE 25	Protection des gaines d'ascenseur	Gainés protégées comme les cages d'escaliers (PE 11 §6). Portes palières résistantes au feu (E30 selon NF EN 81-58:2022).	X			
PE 25	Désenfumage des gaines avec réservoir d'huile	Désenfumage automatique requis selon le SSI de catégorie A ou déclencheur thermo-fusible à 70 °C. Si ventilation mécanique assurant 20 volumes/heure en surchauffe, désenfumage non exigé.			X	
PE 25	Enclouement commun escalier/ascenseurs	Possible si l'ascenseur ne dessert pas les sous-sols et si la gaine ne contient pas de réservoir d'huile.		X		
PE 25	Matériaux des gaines d'ascenseur	Parois en matériaux incombustibles. Revêtements intérieurs de la gaine en M1 ou B-s1, d0.	X			
PE 25	Locaux des machines d'ascenseur	Locaux isolés avec murs et planchers CF 1 h, porte CF 1/2 h avec ferme-porte. Ventilation vers l'extérieur directe ou par conduit spécifique.			X	
PE 25	Machines d'ascenseur en gaine	Autorisé si : - Puissance totale ≤ 100 kVA ; - Tableaux électriques conformes à l'article EL 9 ; - Surchauffe empêche tout nouveau départ ; - Résistance au feu des parois de gaine maintenue.	X			
PE 25	Réservoirs d'huile des ascenseurs hydrauliques hors gaine	Doivent être dans un volume conforme aux exigences des locaux machines (PE 25 §5). Doivent comporter un dispositif de rétention du volume total d'huile.			X	

ERP 3 Ascenseur desservant le sous-sol et commun à l'enclouement de l'escalier



Analyse : Article PE 25 : L'ascenseur et l'escalier sont commun dans le même volume alors que l'ascenseur dessert le sous-sol

Risque(s) : Propagation des fumées dans la cage d'escalier en cas d'incendie au sous-sol.

Prescription : Créer un SAS de 3m2 coupe-feu 1h avec portes pare-flamme 30min au sous-sol (PE13) ou/et enclouement la cage d'escalier par la pose d'une porte d'accès sur le palier.

5.6.10 Moyens de secours

Article	Désignation	Exigences réglementaires	S	NS	SO	PM
Moyens de secours						
PE 26	Extincteurs portatifs	Minimum 1 extincteur pour 300 m² et 1 extincteur par niveau, installation selon MS 39 (atténué).	X			
PE 26	Colonnes sèches	Obligatoires dans les escaliers protégés si le plancher bas le plus élevé > 18 m du niveau d'accès des pompiers.			X	
PE 26	Signalisation des moyens d'extinction	Obligatoire si l'appareil ou dispositif d'extinction n'est pas apparent, conforme à la norme NF X 08-003.	X			
PE 27	Présence du personnel	Au moins un membre du personnel ou responsable présent en permanence si l'établissement est ouvert au public (sauf établissements < 20 personnes sans locaux à sommeil).	X			
PE 27	Convention de surveillance	Possible si : - Pas de locaux à sommeil - Alarme générale présente - Convention signée précisant surveillance, activités autorisées, effectif, horaires, consignes et moyens de secours.			X	
PE 27	Système d'alarme générale	L'alarme générale doit couvrir l'ensemble de l'établissement ou par bâtiment.	X			
PE 27	Signal sonore d'alarme	Spécifique, sans confusion avec d'autres signaux, audible partout le temps nécessaire à l'évacuation.	X			
PE 27	Information du personnel	Personnel informé du signal sonore, éventuellement par des exercices périodiques d'évacuation.	X			
PE 27	Choix du matériel d'alarme	À l'initiative de l'exploitant, qui doit garantir son efficacité.	X			
PE 27	Entretien du système d'alarme	Doit être maintenu en bon état de fonctionnement.	X			
PE 27	Liaison avec les pompiers	Obligatoire dans tous les établissements par moyen conforme à MS 70. Pour établissements sans locaux à sommeil : le public ou un tiers peut alerter, si dispositions du MS 70 §3 b et c respectées. Si occupation très momentanée, aucun dispositif exigé.	X			
PE 27	Affichage des consignes	Doit indiquer numéro des pompiers, adresse du centre de secours et dispositions immédiates en cas de sinistre.	X			
PE 27	Formation du personnel	Personnel instruit aux conduites à tenir et formé à l'usage des moyens de secours.	X			
PE 27	Plan d'intervention	Obligatoire à l'entrée pour établissements en étage/sous-sol. Doit montrer sous-sol, RDC, chaque étage, avec : - dégagements - cloisonnements principaux - locaux techniques et à risques - dispositifs de sécurité - organes de coupure fluides/énergies - moyens d'extinction et d'alarme.	X			

5.7 CHAPITRE 5.2 – ANALYSE DES LOCAUX SOUMIS AU CODE DU TRAVAIL

Concerne tous les espaces accessibles au personnel.

Légende : "S" : Satisfaisant - "NS" : Non Satisfaisant - "SO" : Sans objet (non concerné) - "PM" : Pour Mémoire (généralités)

5.7.1 Dispositions générales

Article	Désignation	Exigences réglementaires	S	NS	SO	PM
Dispositions générales						
R. 4227-1	Champ d'application	Sans préjudice des dispositions plus contraignantes applicables aux ERP (R. 123-2 CCH) ou bâtiments d'habitation.	X			
R. 4227-1	Champ d'application	Non applicable aux IGH (R. 122-2 CCH) – dispositions spécifiques.	X			
R. 4227-2	Prévalence du chapitre R. 4216	Les prescriptions du chapitre R. 4216 (nouvelles constructions ou aménagements) dispensent des mesures équivalentes du présent chapitre.	X			
R. 4227-3	Effectif théorique	Comprend les travailleurs + public, selon les règles de protection contre incendie/panique des ERP.	X			

5.7.2 Dégagements

Article	Désignation	Exigences réglementaires	S	NS	SO	PM
Dégagements						
R. 4227-4	Dégagements	Présence de dégagements répartis pour évacuation rapide et sécurisée.	X			
R. 4227-4	Dégagements	Toujours libres, sans obstacle ni réduction de largeur sous les minima de R. 4227-5.	X			
R. 4227-4	Dégagements	Disposition évitant les culs-de-sac.	X			
R. 4227-5	Nombre et largeur des dégagements	Moins de 20 personnes : 1 dégagement, 0,80 m.	X			
R. 4227-5	Nombre et largeur des dégagements	20 à 100 personnes : 1 dégagement, 1,50 m.	X			
R. 4227-5	Nombre et largeur des dégagements	101 à 300 personnes : 2 dégagements, 2 m.			X	
R. 4227-5	Nombre et largeur des dégagements	301 à 500 personnes : 2 dégagements, 2,5 m.			X	
R. 4227-5	Nombre et largeur des dégagements	+1 dégagement/500 pers. supplémentaires ; +0,5 m/100 pers. supplémentaires.			X	
R. 4227-5	Nombre et largeur des dégagements	Largeur minimale de tout dégagement réglementaire : 0,80 m.	X			
R. 4227-6	Caractéristiques des portes	Si > 50 pers., ouverture dans le sens de la sortie.		X		
R. 4227-6	Caractéristiques des portes	Ouverture par manœuvre simple.	X			
R. 4227-6	Caractéristiques des portes	Portes verrouillées manœuvrables sans clé de l'intérieur.	X			
R. 4227-7	Portes non réglementaires	Portes coulissantes, à tambour ou à ouverture verticale non considérées comme issues de secours.			X	
R. 4227-7	Portes non réglementaires	Exception pour portes coulissantes motorisées libérant la baie intégralement par simple poussée.			X	
R. 4227-8	Ascenseurs et dispositifs mécaniques	Aucun effet sur le nombre ou la largeur exigée des dégagements.	X			
R. 4227-9	Escaliers	Prolongement jusqu'au niveau d'évacuation.	X			
R. 4227-9	Escaliers	Revêtements classés selon leur réaction au feu.	X			

R. 4227-10	Main-courante	Présence obligatoire ; double pour escaliers $\geq 1,5$ m de large.
R. 4227-11	Escaliers disjoints	Escaliers des étages dissociés de ceux desservant les sous-sols.
R. 4227-12	Largeur escalier sous-sol	Largeurs minimales de R. 4227-5 augmentées de 50 %.
R. 4227-13	Signalisation des sorties	Chemin vers sortie, espace d'attente sécurisé et signalisation de secours indiqués.
R. 4227-14	Éclairage de sécurité	Éclairage de sécurité requis en cas de coupure d'éclairage normal. Modalités définies par arrêté.

X			
X			
		X	
X			
X			

BPU01 (Dito P8)

Portes d'accès aux escaliers – Sorties de secours



Analyse :	Article 4227-6 : les portes ne s'ouvrent pas le sens de la sortie
Risque(s) :	Aucun
Prescription :	Inverser le sens d'ouverture (ou application mesure compensatoire existante)

5.7.3 Chauffage des locaux

Article	Désignation	Exigences réglementaires	S	NS	SO	PM
---------	-------------	--------------------------	---	----	----	----

Chauffage des locaux

R. 4227-15	Champ d'application complémentaire	Application sans préjudice des réglementations sur chauffage, gaz combustibles et produits pétroliers.
R. 4227-16	Combustibles interdits	Interdiction d'utiliser des combustibles liquides avec point éclair < 55 °C.
R. 4227-17	Remplissage des réservoirs	Interdiction de remplissage en fonctionnement ou en présence de flammes/surfaces > 100 °C.
R. 4227-18	Installation des appareils	Disposition empêchant toute transmission de feu aux matériaux, objets ou vêtements.
R. 4227-19	Canalisations	Canalisations métalliques soudées ; interdiction du plomb.
R. 4227-20	Dispositif d'arrêt d'urgence	Présence obligatoire d'un dispositif d'arrêt global de l'alimentation, accessible et signalé.

X			
X			
X			
X			
X			
X			

5.7.4 Emploi et stockage de matières explosives et inflammables

Sans objet.

5.7.5 Moyens d'extinction

Article	Désignation	Exigences réglementaires	S	NS	SO	PM
Moyens d'extinction						
R. 4227-28	Mesures de lutte contre l'incendie	L'employeur prend les mesures nécessaires pour combattre tout début d'incendie.	X			
R. 4227-29	Extincteurs portatifs	Extincteurs en nombre suffisant et maintenus en bon état.	X			
R. 4227-29	Extincteurs portatifs	≥ 1 extincteur à eau pulvérisée 6L pour 200 m² de plancher.	X			
R. 4227-29	Extincteurs portatifs	≥ 1 extincteur par niveau.	X			
R. 4227-29	Extincteurs portatifs	Extincteurs adaptés en type et nombre aux risques spécifiques (ex. électriques).	X			
R. 4227-30	Autres moyens de lutte	Équipement complémentaire possible : RIA, colonnes sèches/humides, extinction ou détection automatique.	X			
R. 4227-31	Accessibilité des dispositifs	Dispositifs non automatiques facilement accessibles et maniables.	X			
R. 4227-32	Sable ou terre meuble	Sable ou terre à proximité des postes, avec moyen de projection si nécessaire selon les risques.			X	
R. 4227-33	Signalisation des installations	Signalisation durable et appropriée des moyens d'extinction.	X			

5.7.6 Système d'alarme

Article	Désignation	Exigences réglementaires	S	NS	SO	PM
Système d'alarme						
R. 4227-34	Alarme incendie obligatoire	Établissements avec > 50 personnes ou manipulant des matières inflammables (R. 4227-22) doivent être équipés d'un système d'alarme sonore.	X			
R. 4227-35	Unité de déclenchement de l'alarme	Alarme sonore générale déclenchée par bâtiment si établissements composés de plusieurs bâtiments isolés.	X			
R. 4227-36	Caractéristiques du signal sonore	Signal distinct de toute autre alerte, audible en tout point du bâtiment, autonomie minimale de 5 minutes.	X			

5.7.7 Consignes de sécurité incendie

Article	Désignation	Exigences réglementaires	S	NS	SO	PM
Consigne de sécurité incendie						
R. 4227-37	Affichage de la consigne incendie	Consigne affichée de manière apparente dans chaque local (si > 5 pers. ou R. 4227-24) ou dans les dégagements desservant les groupes de locaux.	X			
R. 4227-37	Affichage de la consigne incendie	Instructions d'évacuation exigées dans les autres établissements selon R. 4216-2.	X			
R. 4227-38	Contenu de la consigne incendie	Matériel d'extinction présent et personnes désignées pour l'utiliser.	X			
R. 4227-38	Contenu de la consigne incendie	Personnes en charge de l'évacuation (travailleurs et public).	X			
R. 4227-38	Contenu de la consigne incendie	Mesures spécifiques pour personnes handicapées (nombre et localisation des EAS).			X	
R. 4227-38	Contenu de la consigne incendie	Moyens d'alerte et personnes chargées d'avertir les secours.	X			
R. 4227-38	Contenu de la consigne incendie	Coordonnées du service de secours de premier appel.	X			
R. 4227-38	Contenu de la consigne incendie	Obligation de donner l'alerte et utiliser les moyens de premier secours immédiatement.	X			

R. 4227-39	Exercices et vérifications périodiques	Essais, visites, exercices semestriels de mise en œuvre de la consigne.
R. 4227-39	Exercices et vérifications périodiques	Inscription des dates et observations dans un registre accessible à l'inspection du travail.
R. 4227-40	Communication à l'inspection	Consigne communiquée à l'inspection du travail.
R. 4227-41	Arrêtés d'application	Arrêtés ministériels possibles sur prévention/lutte incendie et normes obligatoires.

			X
			X
			X
			X

5.7.8 Prévention des explosions

Sans objet.

5.7.9 Dispenses partielles accordées par l'autorité administrative

Aucune portée à notre connaissance.

5.8 CHAPITRE 6 – ANALYSE DE LA CHAUFFERIE

Légende : "S" : Satisfaisant - "NS" : Non Satisfaisant - "SO" : Sans objet (non concerné) - "PM" : Pour Mémoire (généralités)

5.8.1 Conformité de la chaufferie : local

Article	Désignation	Exigences réglementaires	S	NS	SO	PM
Chaufferies						
Art. 3	Implantation chaufferie	Chaufferie en terrasse autorisée si ≥ 10 m des locaux avec logements, bureaux ou zones publiques.			X	
Art. 3	Implantation chaufferie	Chaufferie > 2000 kW doit être hors bâtiments d'habitation/bureaux/ERP (exception si en terrasse $< 110^{\circ}\text{C}$, générateur ≤ 2000 kW : seuil porté à 5000 kW).			X	
Art. 3	Implantation chaufferie	Deux chaufferies indépendantes si : a) ≥ 10 m ou mur CF 2h sans communication ; b) réseaux indépendants sauf connexions provisoires ou hors ERP.			X	
Art. 3	Implantation chaufferie	Chaufferie avec générateur 2e cat. : hors bâtiment ERP/habitation.			X	
Art. 3	Implantation chaufferie	Chaufferie avec générateur 1re cat. : hors bâtiment ERP/habitation et ≥ 10 m de distance.			X	
Art. 4	Structure du local	Parois MO, CF 2h (sauf ventilations) sauf murs/couverture en terrasse : MO uniquement.	X			
Art. 4	Structure du local	Si < 10 m d'un bâtiment ERP/habitation : parois MO + CF 2h ; sinon MO uniquement.	X			
Art. 5	Accès et issues	Deux moyens de retraite requis sauf pour certaines chaufferies (cf. exceptions basse pression et < 2000 ou 5000 kW).	X			
Art. 5	Accès et issues	Chaufferie en sous-sol : accès plain-pied min. 4 m ² .	X			
Art. 5	Accès et issues	Chaufferie en terrasse : issues perpendiculaires et opposées si deux.			X	
Art. 5	Accès et issues	Portes vers extérieur, ouvrables de l'intérieur même verrouillées.	X			
Art. 5	Accès ERP	Dans ERP : accès direct extérieur ou via zones non publiques.	X			
Art. 5	Accès ERP	Pas de communication directe avec locaux publics ou dangereux.	X			
Art. 5	Accès interne	Accès via sas à 2 portes PF ½ h ou porte CF 1h avec ferme-porte.	X			
Art. 5	Accès extérieur	Porte CF ½ h si < 10 m ; sinon, pas d'exigence RF.			X	
Art. 6	Confort thermique et acoustique	ΔT max 2°C dans locaux attenants.	X			
Art. 6	Confort thermique et acoustique	Niveau sonore max. 30 dB(A) dans locaux ; 50 dB(A) à 2 m des façades.	X			
Art. 7	Espaces libres	$\geq 0,50$ m entre générateurs ; espace suffisant pour exploitation, entretien et accès équipements.	X			
Art. 8	Hauteur	HSP $\geq 2,20$ m ; passerelles ≥ 2 m.	X			
Art. 9	Évacuation eaux	Sous-sol : robinet + siphon raccordé à l'égout ou cuvette étanche.			X	
Art. 9	Évacuation eaux	Terrasse : cuvette de rétention $\geq 0,15$ m avec canalisation métallique $\varnothing \geq 75$ mm.			X	
Art. 9	Séparation hydrocarbures	En présence de combustibles liquides : séparateur avant pompage.			X	
Art. 10	Calorifuge	Générateurs et canalisations calorifugés sauf si participent au chauffage.	X			
Art. 11	Ventilation	Ventilation permanente par amenée d'air basse et extraction haute.	X			
Art. 11	Ventilation	Prise d'air protégée par grillage ≤ 10 mm.	X			
Art. 11	Ventilation	Extraction par conduits toiture ou ouvertures permanentes.			X	
Art. 12	Conditions ventilation	Pas de gêne, pas de siphonage, $T^{\circ} < 30^{\circ}\text{C}$, dépression $< 2,5$ Pa, pas de courant d'air froid.	X			
Art. 13	Gaz	Conformité à l'arrêté du 2 août 1977 ; canalisations extérieures ou gainées, protégées ≥ 2 m au-dessus du sol.	X			
Art. 13	Gaz	Pression max gaz : 4 bar ; détente > 2000 kW hors chaufferie.	X			
Art. 13	Liquide	Combustible liquide : point éclair $> 55^{\circ}\text{C}$; canalisations métalliques, soudées, vidange rez-de-chaussée.			X	
Art. 13	Liquide	Capacité colonne montante limitée à 100 L.			X	
Art. 13	Dispositions communes	Pas de traversée chaufferie par gaines sauf étanches CF 2h ; pas de canalisation non utile ; interdiction de stockage.	X			
Art. 14	Commandes électriques	Commandes de circuits éclairage et autres à l'extérieur, avec signalisation.	X			
Art. 14	Coupures combustibles	Dispositif de coupure extérieur (sécurité positive), gaz conforme à l'arrêté de 1977.		X		
Art. 15	Gaine pompiers	Chaufferie sous-sol : gaine 16 dm ² , débouché au sol, signalée et accessible aux pompiers.	X			
Art. 16	Sécurité circulation	Sol antidérapant, accès dégagé, garde-corps obligatoire en terrasse.	X			
Art. 17	Éclairage	Éclairage suffisant, normes NF C 14-100 et C 15-100.	X			
Art. 18	Conduits de fumée	Conformité à l'arrêté du 20 juin 1975 (pollution, énergie).			X	
Art. 19	Sécurité fumée	Pas de surpression ; en cas d'extracteur : arrêt et alarme en défaut.			X	
Art. 19	Sécurité fumée	Conduit > 300 kW : à l'extérieur ou gaine maçonnée visitable et ventilée.			X	
Art. 20	Lutte incendie	Solides/liquides : sable + pelle + 2 extincteurs par brûleur (max 4).			X	

Art. 20 Lutte incendie
Art. 20 Lutte incendie

Gaz : extincteur poudre 5A-34B avec panneau interdiction.
Extincteurs automatiques autorisés si coupure gaz déclenchée.

X			
X			

5.8.2 Conformité de l'alimentation en gaz

Organes de coupure pour l'alimentation d'une chaufferie :

Exigences :

- **Un organe de coupure branchement** qui permet d'isoler l'établissement du réseau de distribution. L'organe de coupure branchement doit être bien signalé, muni d'une plaque d'identification indélébile, accessible en permanence depuis le niveau du sol, facilement manœuvrable, placé à l'extérieur du bâtiment et à son voisinage immédiat.

 *Présent sur la voie publique*

- **Un organe de coupure bâtiment** au plus près de la pénétration ou en pied de bâtiment en cas d'alimentation par l'extérieur. Il doit être signalé, accessible en permanence depuis le niveau du sol et facilement manœuvrable.

 *Organe de coupure de bâtiment (cumulé avec l'organe de coupure de branchement dans notre cas)*

- **Un organe de coupure automatique** est à prévoir si l'alimentation se fait à plus de 400 mbar et qu'il existe un parcours de la conduite à l'intérieur du bâtiment avant la pénétration dans la chaufferie. La coupure se déclenche si le débit dépasse 1,5 fois son débit nominal. Cet organe se situe à l'extérieur du bâtiment avant la première pénétration de la conduite dans le bâtiment.

 *Non exigée.*

- **Avant de pénétrer dans la chaufferie**, la conduite devra être équipée d'un organe de coupure. Cet organe de coupure peut néanmoins être placé à l'intérieur, mais doit rester manœuvrable depuis l'extérieur.

 *Organe de coupure située à l'intérieur de la chaufferie (électrovanne) manœuvrable depuis l'accès à la chaufferie.*



Commande de l'électrovanne



Électrovanne



Vanne à l'intérieur de la chaufferie

- **À l'intérieur de la chaufferie**, chaque générateur sera également muni de son robinet de commande. Il est possible de confondre l'organe de coupure branchement et bâtiment si le branchement n'alimente qu'un seul bâtiment. De même, il est possible de confondre l'organe de coupure bâtiment avec l'organe de coupure local (ici la chaufferie) s'il existe un accès direct à l'extérieur, depuis le local en rez-de-chaussée et que la conduite n'alimente que la chaufferie.

6. INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT



Dans le cadre de notre audit, nous avons constaté deux chaudières au gaz de 600 kW chacune, soit une puissance cumulée de 1,2mW. La puissance thermique nominale correspond à la somme des puissances thermiques des appareils de combustion pouvant fonctionner simultanément sur un site.

Néanmoins, les installations existantes au sens de l'arrêté du 3 août 2018, c'est-à-dire mise en service ou dont le permis de construire a été demandé avant le 20 décembre 2018, l'annexe I précise : "Pour les installations dont la déclaration initiale a été accordée avant le 1er juillet 1987 et pour les installations de puissance inférieure à 2 MW qui ne relevaient pas de la réglementation ICPE avant le 20 décembre 2018, les appareils de combustion non raccordés à une cheminée commune peuvent être considérés de fait comme ne pouvant pas être techniquement et économiquement raccordés à une cheminée commune.

Par conséquent, des appareils de combustion qui ne sont pas reliés à une cheminée commune sont considérés chacun comme des installations uniques (indépendants). Attention, l'arrêté parle bien de cheminée et non pas de conduit de fumée, il faut distinguer conduits de fumées et cheminée. En effet, plusieurs conduits de fumées peuvent emprunter la même cheminée.



Il semblerait que la cheminée soit commune pour les deux chaudières.

Depuis le 20 décembre 2018, les installations de combustion, d'une puissance comprise entre 1 et 2 MW, rentrent dans le champ des installations ICPE (Installations classées protection de l'environnement). Celles-ci sont répertoriées dans une nomenclature et sont soumises à un régime de déclaration, enregistrement et autorisation en fonction de l'importance des risques relevés. Les propriétaires d'installations existantes (entre 1 et 2 MW) avaient jusqu'au 20/12/2019 pour se mettre en conformité avec ces nouvelles procédures :

- Déclaration de l'installation auprès de la préfecture
- Création et mise à jour du dossier de création ICPE
- Consignes d'exploitation relatives à la fréquence de vérification des dispositifs de sécurité, consignes de démarrage et d'arrêt, carnet de bord du livret de chaufferie ...
- Gestion des déchets (le cas échéant).

Si la chaufferie n'a pas été déclarée à la préfecture avant le 20 décembre 2019, la première démarche à faire dans ce cas est de se rapprocher des services de la préfecture (DREAL) pour corriger la situation.

7. OBSERVATIONS SUPPLÉMENTAIRES

Lors de notre audit, nous avons également constaté les éléments suivants qui nécessitent des actions correctives de la part de l'exploitant (opération de maintenance – organisation) :



Bureau 317 : Porte présentant un jour en partie haute : prévoir la réparation ou le remplacement de la porte afin de garantir une étanchéité efficace aux fumées.



3^{ème} étage : la porte frotte au sol, bloquée en position ouverte de plus : à corriger



Supprimer le mobilier combustible dans les cages d'escaliers



Supprimer le stockage dans les combles ou créer un local coupe-feu 1h avec porte coupe-feu 1/2h



Stockage à supprimer dans la circulation : livres et mobilier



Équiper toutes les chambres d'un DAAF (Détecteur Autonome Avertisseur de Fumée)



Supprimer tout stockage de matières facilement inflammables dans les circulations (couverture, draps...) et transférer ces matériaux dans un local de stockage adapté, conforme aux prescriptions de sécurité incendie.



L'espace de stockage des livres et documents d'archives, situé au sous-sol du bâtiment, présente plusieurs dysfonctionnements majeurs susceptibles de compromettre la sécurité des personnes et des biens :

- Risque de chute de charge : les rayonnages actuellement en place sont instables et sous-dimensionnés, présentant un risque réel d'effondrement pouvant entraîner un accident grave pour l'agent amené à y intervenir.
- Isolement des intervenants : l'archiviste travaille seul dans ce local en sous-sol, ce qui constitue un facteur aggravant en cas d'incident ou d'accident, notamment en l'absence de dispositif d'alerte ou de surveillance adapté.
- Complexité des cheminements : le parcours d'évacuation depuis le sous-sol est long, sinueux et mal identifié, ce qui constitue une difficulté majeure à la fois pour l'évacuation rapide de l'occupant et pour l'accès des secours en cas d'intervention (incendie, malaise, etc.).
- Conditions générales inadaptées : l'enclavement du local, la faiblesse des équipements de sécurité (éclairage de sécurité, signalisation, désenfumage) et l'encombrement aggravent le niveau de risque global.

Conclusion :

Ces éléments justifient la nécessité d'une réflexion globale sur les conditions de conservation des archives, incluant les dimensions de sécurité des personnes, d'accessibilité pour les secours, et de pérennité des documents stockés.

8. SYNTHÈSE

I. Préconisations relevant d'obligations réglementaires ou de conformité administrative

1. **Reclasser administrativement l'établissement** en tant que **logement-foyer** avec des activités relevant de la **5e catégorie ERP**, assorties d'**activités à usage professionnel** ; ce classement mixte devra être validé par les autorités compétentes (article R.143-2 du CCH, arrêté du 31 janvier 1986).
2. **Équiper toutes les chambres de DAAF** (DéTECTEURS Autonomes AVERTISSEURS de Fumée) **conformes à la norme NF EN 14604**, conformément à l'article L.129-8 du Code de la construction et de l'habitation.
3. **Assurer l'isolement de l'escalier menant au sous-sol** par un volume de degré coupe-feu 1h, ou à défaut, par une **porte CF 1/2h** au niveau bas.
4. **Identifier clairement les commandes de désenfumage** dans les escaliers
5. **Apposer la signalétique réglementaire sur les portes coupe-feu** : « Porte coupe-feu à maintenir fermée ».
6. **Calfeutrer les passages de gaines et conduits** par un matériau classé coupe-feu 1h.
7. **Rendre coupe-feu 1h la gaine du monte-charge**, si celle-ci traverse plusieurs niveaux.
8. **Créer un sas coupe-feu de 3 m²** devant l'ascenseur au sous-sol, si celui-ci dessert des niveaux en sous-sol
9. **Isoler le Grand Séminaire de la Cathédrale** par une **porte coupe-feu 1/2h minimum**.
10. **Justifier le classement au feu M2 des rideaux** dans les salles (ou les remplacer), conformément à l'article AM 14.
11. **Identifier l'organe de coupure général du gaz sur la voie publique et sur la façade extérieure** du bâtiment sur les plans d'intervention (à créer et à poser le cas échéant à l'entrée du bâtiment)
12. **Faire réaliser une étude ICPE** pour la chaufferie si le seuil de classement est atteint, **déclarer l'installation** et **prévoir un contrôle réglementaire périodique** (rubrique 2910-A, Code de l'environnement).
13. **Régler les portes de circulation et de bureaux** pour garantir un fonctionnement sans frottement ni blocage.
14. **Supprimer tout mobilier combustible** dans les volumes d'escaliers.
15. **Supprimer les stockages** dans les **combles** et les **circulations**, conformément aux prescriptions générales de sécurité incendie.

II. Recommandations complémentaires (sécurité renforcée)

1. **Installer une détection incendie automatique** dans toutes les **circulations** et les **locaux à risques**, conformément aux bonnes pratiques de prévention afin de maintenir certaines dérogations et améliorer la surveillance la nuit (départ de feu en zone de travail, par exemple).
2. **Isoler la chambre 412** en supprimant l'imposte vitrée.
3. **Inverser le sens d'ouverture de la porte de la buanderie** pour respecter le sens de l'évacuation.
4. **Remplacer la porte d'accès au sous-sol** par une **porte coupe-feu 1/2h**, situé devant la salle de réunion au RDC.
5. **Limiter l'occupation des logements situés à plus de 15 mètres d'un escalier** ou condamner ces unités, en application du principe de distance d'évacuation. Il est éventuellement possible de demander une dérogation avec comme mesure compensatoire la mise en œuvre de porte de recoupement dans ces circulations asservies à une détection automatique d'incendie de la circulation.
6. **Améliorer la hauteur ou la configuration des garde-corps** dans les escaliers (ajout d'une lisse, d'un panneau ou d'un dispositif anti-chute), conformément à la norme NF P 01-012 et aux prescriptions de sécurité pour ERP et habitations collectives.
7. **Engager une réflexion organisationnelle et technique sur les conditions d'accès, d'exploitation et de sécurité** dans le local d'archives au sous-sol (présence isolée, cheminement d'évacuation complexe, instabilité des rayonnages, conditions d'intervention des secours).

Quelques exemples et orientations sur la page suivante.

- A. Sécurisation des rayonnages
 - Remise à niveau ou fixation des rayonnages au sol et au mur pour empêcher leur basculement (norme NF D62-041 pour le mobilier d'archives).
 - Répartition équilibrée des charges : éviter les concentrations de poids en hauteur.
 - Interdiction temporaire d'utiliser les rayonnages bancals tant qu'ils ne sont pas sécurisés.
- B. Désencombrement et circulation
 - Déblayer les allées pour libérer au moins 0,90 m de passage libre (conformément au Code du travail - art. R4224-17).
 - Mise en place d'un plan de rangement structuré (zones par catégorie, étiquetage, inventaire).
 - Évacuation des stocks inutiles ou non identifiés avec tri préalable (archives mortes ou doublons).
- C. Sécurité de la personne isolée
 - Mise en place d'un dispositif d'alerte portatif (bip d'alerte, téléphone à bouton SOS, badge PTI/DATI si possible).
 - Obligation d'y aller accompagné, ou de prévenir une tierce personne avant toute descente.
 - Limitation d'accès seule à la personne vulnérable tant que les risques persistent.
- D. Prévention des risques incendie et sinistres
 - Vérification de l'installation électrique (éviter les surcharges, multiprises non sécurisées).
 - Interdiction formelle de stocker des produits inflammables (aérosols, solvants...).
 - Présence d'un extincteur adapté à la classe de feu, avec signalisation.
 - Renforcer l'éclairage de sécurité (bloc autonome et lampe torche à disposition).
 - Plan d'évacuation affiché à l'entrée du local.
 - Établir un plan d'intervention clair et précis pour les secours externes, disponible à l'entrée pour l'ensemble du bâtiment, doublé d'un plan spécifique du sous-sol à chaque accès.
- E. Suivi et mesures durables
 - Rédaction d'une fiche de procédure d'intervention (qui peut y aller, durée max, consignes d'alerte...).
 - Formation ou sensibilisation de l'agent à la prévention des chutes et au port de charges.
 - Suivi régulier de l'état des rayonnages (checklist trimestrielle).
 - Mise en place d'un registre de signalement d'incident ou de quasi-accident.
- F. À envisager à moyen terme
 - Déménagement partiel ou total des archives dans un local plus accessible et conforme.
 - Réaménagement du local (rayonnages sécurisés, cheminement clair, éclairage renforcé).